



SPRING - Solidarity IN ProGress



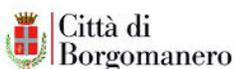
Si vous voulez aller vite, allez-y seul.

Si vous voulez aller loin, allez-y ensemble.

L'urgence pandémique a mis en évidence l'importance de la solidarité et de la coopération entre les municipalités et leurs communautés locales.

EU4Citizens donne l'opportunité de travailler sur cette valeur fondatrice de l'Union européenne tant au niveau local qu'international, dans différents domaines : protection civile, éducation, santé, ...

Nous avons le devoir moral de transmettre notre expérience aux générations futures !



Le projet

Le projet se concentre sur la valeur de la solidarité, l'un des principes fondateurs de l'UE, en soulignant sa mise en œuvre concrète pendant l'urgence épidémiologique Covid-19.

Partant de l'expérience dramatique de la crise épidémiologique du Covid-19, le projet met en lumière les actions de solidarité et de coopération mises en œuvre, au niveau européen et local, pendant la période la plus difficile de la pandémie.

Le projet implique sept municipalités européennes, dont trois sont jumelées, et l'ANCI Piemonte, dans des actions d'échange et d'apprentissage mutuel entre les administrations locales et les acteurs qui ont été impliqués, à divers titres, dans la mise en œuvre d'initiatives de solidarité, pour faire face à la situation critique et complètement nouvelle.

Le projet dessine un parcours commun, passant par huit rencontres internationales, chacune dédiée à l'approfondissement d'un thème différent afin de faire émerger des méthodes de travail innovantes et des bonnes pratiques sur différents sujets : de la protection civile aux écoles et à l'éducation, de la jeunesse au volontariat et aux activités avec les organisations de santé ou vers les familles dans le besoin.

Spring met en lumière des expériences locales significatives et encourage le débat entre les différentes parties prenantes en soutenant une meilleure connaissance de l'UE et de ses actions, la promotion de la citoyenneté européenne et du volontariat, en particulier chez les jeunes, la création de réseaux entre les municipalités partenaires pour de nouvelles actions de solidarité.



Valeurs européennes

Avez-vous déjà entendu l'expression "Unis dans la diversité" ? C'est la devise de l'Union européenne et elle résume les valeurs de l'UE. Si chaque pays de l'UE a sa propre culture, sa propre langue et ses propres traditions, ils partagent tous les mêmes valeurs communes qu'ils doivent respecter en tant que membres de l'Union européenne.

Une valeur fondamentale qui unit tous les pays de l'UE est la démocratie. Cela signifie que seuls les pays démocratiques peuvent être membres de l'UE. D'autres valeurs communes à tous les pays de l'UE sont le respect de la dignité humaine, la liberté, l'égalité, l'État de droit et le respect des droits de l'homme, y compris les droits des personnes appartenant à des groupes minoritaires.

Ces valeurs ont été défendues pendant de nombreuses années et ont façonné le type de société dans lequel nous vivons aujourd'hui.

Les valeurs de l'UE sont énoncées dans les traités européens et dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Il s'agit de textes juridiques importants que tous les pays de l'UE ont approuvés et doivent donc respecter.¹



¹ <https://op.europa.eu/webpub/com/eu-and-me/en/index.html>

PROTECTION CIVILE
2021 Juillet - Borgomanero (IT)



Dans le cadre du projet SPRING, pour la « protection civile », nous comprenons toutes les mesures mises en place par les municipalités pour assurer la protection de l'ensemble de la population vis à-vis des risques liés au Covid ou pour soutenir les actions au niveau régional / national. En ce sens, la protection civile est plus qu'une institution, ou une structure, et elle peut être considérée comme une culture, indépendamment de l'organisation des pouvoirs et des prérogatives dans les différents États.

Avant d'explorer les actions mises en place par les partenaires de SPRING, voyons ce que fait la politique européenne sur ce sujet.

Mécanisme européen de protection civile - (UCPM)

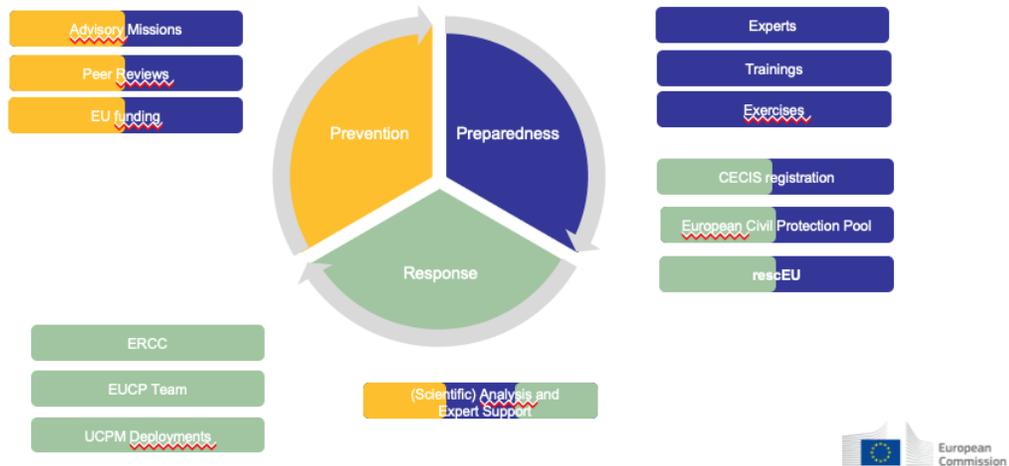
Le mécanisme européen a été créé en 2001 dans le but d'améliorer et de renforcer la coopération européenne en matière de protection civile.

Lorsque l'ampleur d'une situation d'urgence dépasse les capacités de réaction nationales, le mécanisme de protection civile de l'UE permet et soutient une assistance coordonnée aux 27 États membres et aux 6 pays participants (Islande, Norvège, Serbie, Macédoine du Nord, Monténégro, Turquie). Il se concentre à la fois sur la prévention des catastrophes (en organisant des formations et des simulations au niveau national) et sur la réponse d'urgence, qui s'articule à plusieurs niveaux:

- Le mécanisme de protection civile de l'Union (UCPM) soutient le déploiement de toutes sortes de capacités nationales de réaction d'urgence en cas de catastrophe, sur demande d'assistance.
- Les États membres et les États participants peuvent pré-engager leurs capacités dans la réserve européenne de protection civile (ECPP).
- rescEU constitue un troisième niveau de soutien dans les situations d'urgence (« filet de sécurité »).

La première réponse vient toujours des gouvernements nationaux. Si les ressources nationales ne sont pas suffisantes, la Commission européenne peut intervenir en coordonnant les offres spontanées d'autres États membres ou en activant la réserve d'experts et de ressources de la protection civile européenne. En 2017, le mécanisme a été renforcé par l'introduction du filet de sécurité, un réseau de protection civile appelé rescEU, qui est un ensemble de ressources partagées, directement financé par l'Union européenne. rescEU est activé si les deux autres niveaux (gouvernement national de l'État membre concerné et aide spontanée d'autres États membres ou pays participants) ne sont pas suffisants.

The Union Civil Protection Mechanism



L'aide européenne est activée lorsqu'une catastrophe naturelle ou d'origine humaine se produit.

Si l'État touché n'est pas en mesure de répondre adéquatement à la situation d'urgence, il peut demander de l'aide à l'UCPM en communiquant avec le Centre de coordination des interventions d'urgence (ERCC). L'ERCC fonctionne 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, et peut aider tout pays de l'UE ou de l'extérieur touché par une catastrophe majeure, à la demande des autorités nationales ou d'un organe des Nations unies. Une fois activé, l'ERCC envoie la demande d'aide à tous les États membres et pays participants du mécanisme, qui peuvent ensuite envoyer du matériel ou du personnel à l'État demandeur. À ce stade, le pays demandeur d'aide décide d'accepter ou non les offres, qui peuvent être refusées pour des raisons logistiques ou temporelles. Si l'offre est acceptée, l'ERCC coordonne la logistique de l'envoi de l'assistance ainsi que le retour de l'équipement et du personnel dans le pays d'origine.

L'ERCC est le cœur de l'UCPM et coordonne l'acheminement de l'aide aux pays sinistrés, tel que les équipements de secours, l'expertise, les équipes de protection civile et l'équipement spécialisé. Il assure le déploiement rapide de l'aide d'urgence et sert de centre de coordination entre tous les États membres et les pays participants, le pays touché et les experts humanitaires et de la protection civile.

How does the EU Civil Protection Mechanism work?



L'ERCC:

- gère une réserve d'assistance pré-engagée par les États membres et les pays participants qui peut être immédiatement déployée ; les pays peuvent engager des ressources en attente dans une réserve, prêtes à être déployées dans le cadre d'une réponse européenne plus rapide et plus cohérente lorsque le besoin s'en fait sentir;
- rescEU est activé en dernier recours lorsqu'il n'y a pas d'offres volontaires ou de capacités de la part des États participants : la Commission finance 100 % de la capacité (y compris les coûts d'acquisition, de maintenance et de livraison), qui est hébergée par plusieurs États membres et constamment reconstituée.

En 2020, l'ERCC a reçu 102 demandes d'aide (contre 20 en 2019), dont 72 ont fait l'objet d'un suivi. 83% des demandes étaient liées au Covid19 (mais d'autres urgences - comme l'explosion au Liban et le tremblement de terre en Croatie - ont également été traitées).

À ce jour, les ressources directes de rescEU sont principalement composées de Canadiens, d'équipements médicaux et de personnel, et aujourd'hui des vaccins. Un processus d'acquisition de ressources contre la menace chimique, biologique, radiologique et nucléaire (CBRN) et les moyens de transport et de logistique est en cours.

Pendant la crise du Covid-19, l'UCPM a principalement financé des équipements et des ressources médicales : en coordonnant les différentes actions, elle a apporté de l'aide à 30 États et gère aujourd'hui la demande de vaccins du monde entier.

Plus de 1,3 million de masques de protection FFP2 et FFP3 de la réserve médicale rescEU ont été livrés en Italie (142.000), en Espagne (173.000), en Croatie (65.000), en Lituanie (20.000), au Monténégro (140.000), en Macédoine du Nord (255.000) et en Serbie (510.000).

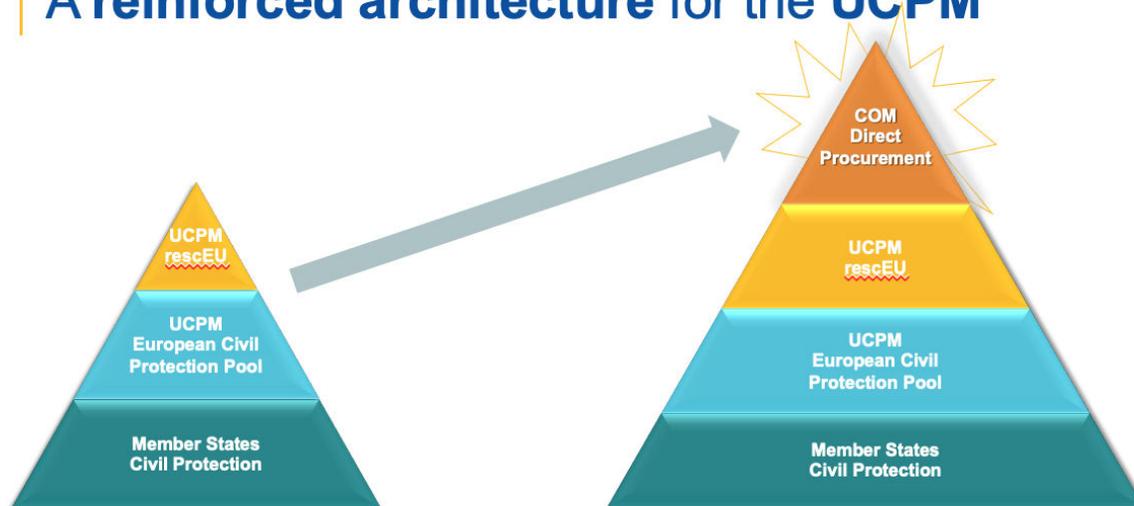
La Serbie a également reçu 270.000 paires de gants, 48.000 combinaisons de protection avec protection des pieds et 5.500 lunettes de protection. En outre, 600.000 masques FFP2 et 650.000 paires de gants ont été livrés à la Serbie en février 2021 à partir de la réserve d'équipements médicaux rescEU hébergée en Grèce. En outre, des blouses et des combinaisons de protection ont également été distribuées au Monténégro (30.000) et en Macédoine du Nord (70.000 blouses et 140.000 combinaisons). Le 22 octobre 2020, le premier lot de 30 appareils de ventilation rescEU a été livré à la République tchèque, suivi de 120 autres appareils de ventilation en provenance d'Autriche et des Pays-Bas, ainsi que de 30 appareils d'oxygénothérapie à haut débit livrés le 24 octobre 2020.

Le 10 février 2021, des fournitures médicales supplémentaires ont été expédiées à partir du stock d'équipements médicaux de rescEU hébergé en Grèce : le Monténégro et la Macédoine du Nord ont reçu des gants, des masques, des combinaisons de protection, ainsi que 15.000 kits de test PCR chacun, des lits, des couvertures et des serviettes de Slovaquie. L'Allemagne a envoyé du désinfectant pour les mains et les surfaces en Serbie, et la Tchéquie a fourni des masques, des gants et des appareils de ventilation à la Moldavie.

Les pays impliqués ont aidé et ont été aidés en retour !

La pandémie a mis en lumière certaines faiblesses de l'UCPM, en particulier l'absence de possibilité pour la Commission européenne d'acheter directement ses propres ressources. Le mécanisme a donc été réformé, par le biais d'une révision législative.

A reinforced architecture for the UCPM



La

Commission peut désormais acheter directement les ressources dont elle a besoin et coopérer plus facilement avec d'autres secteurs, ce qui réduit le temps nécessaire à l'envoi de l'aide.

EXPÉRIENCE des partenaires du projet SPRING

Partout en Europe, les administrateurs locaux se sont retrouvés dans des conditions très similaires, bien qu'à des moments différents, à commencer par l'Italie, en février 2020.

D'une part, ils ont dû réagir rapidement à l'urgence, principalement en suivant les instructions nationales et sans une compréhension claire de la situation. D'autre part, après les premiers mois les plus critiques, ils devaient garantir les services habituels à leur population. On peut alors considérer deux périodes différentes, l'une qui va de la propagation de l'urgence à la première levée des mesures restrictives, la seconde qui va des tentatives de retour à la normale, tout en vivant encore dans un état d'urgence, et donc le besoin de consolider les mesures pour contenir la contagion et protéger la population.

Pour faire face à la situation globale, les municipalités ont mis en place des « organes » collaboratifs d'urgence, des unités de coordination (groupe de travail CORONA), dirigés par les maires, les maires adjoints et la haute direction de l'administration, en ouvrant aux différents représentants des acteurs locaux, notamment associatifs.

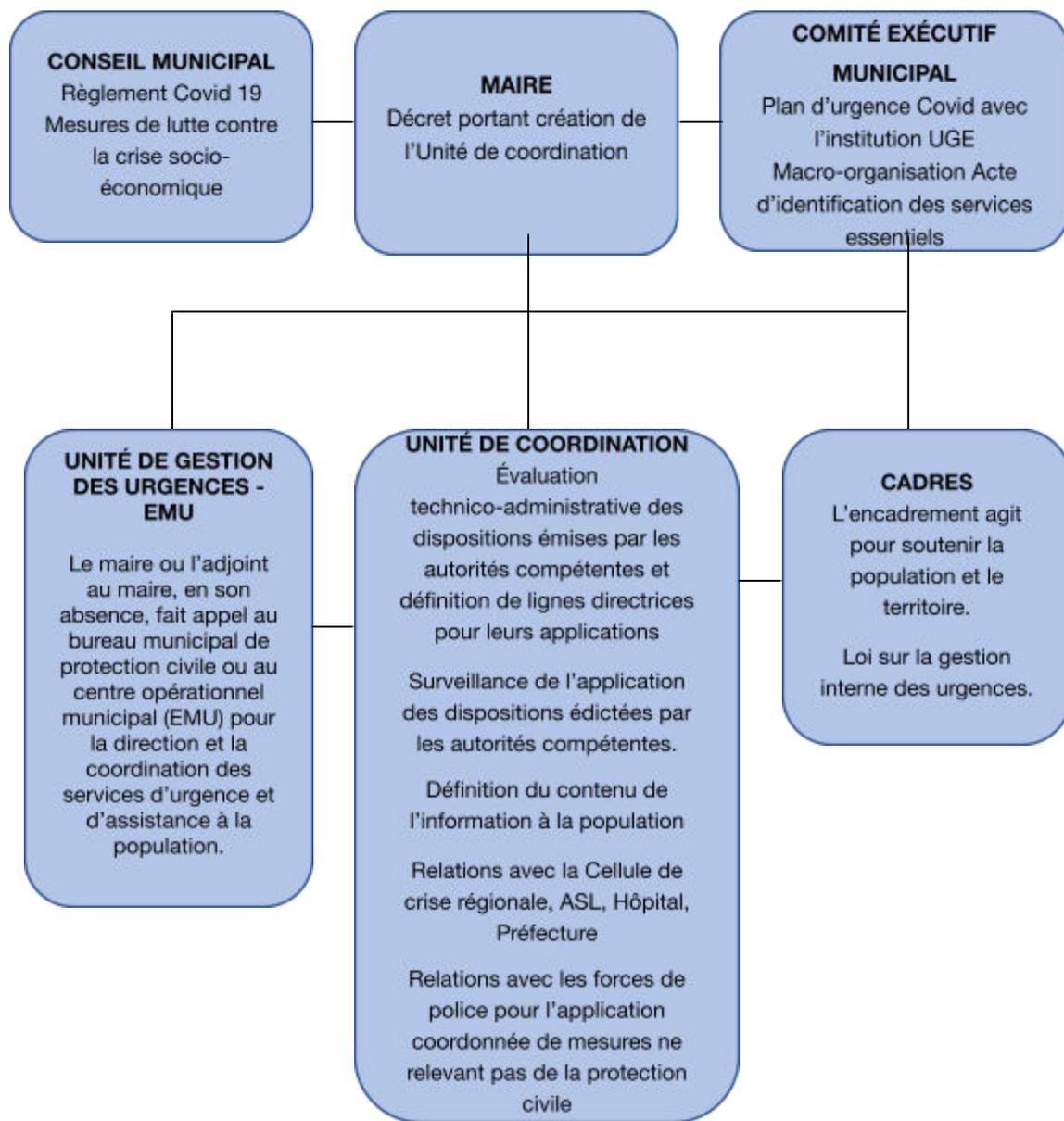
Activités principales :

- Briefings quotidiens/hebdomadaires entre les membres du groupe de gestion de crise
- Réorganisation des structures et bureaux municipaux afin de : garantir un environnement de travail sécurisé pour les employés, modifier les modalités de travail pour assurer la continuité du service public (sécurité et services sociaux, finances, entretien, bureau d'enregistrement,...), définir les modalités de travail et de collaboration avec les acteurs locaux, et ainsi répondre aux nouveaux besoins de la population
- Définir des mesures pour répondre aux besoins des citoyens causés par le virus
- Gérer le défi de la communication avec les citoyens, tant le grand public que les familles et les proches des personnes hospitalisées.

Groupe de travail CORONA - Borgomanero	 Città di Borgomanero
En février 2020, alors que la propagation du virus augmentait considérablement, un groupe technico-politique, appelée plus tard « Unité de coordination », a été mise en place à la mairie de Borgomanero. Des personnes clés ont été impliquées: le maire/vice-maire, le conseiller pour les politiques sociales, l'attaché de presse, le secrétaire et le chef du secteur de la protection civile. Un groupe de travail technique composé de représentants des forces de police a également été mis en place. En prévision d'une aggravation de la situation et, en cas de fermeture de la ville de Borgomanero (appelée par la suite zone rouge), des couloirs d'accès à l'hôpital ont été prévus. Environ 50 réunions ont eu lieu de février à mai 2020.	

Au niveau opérationnel, une salle de gestion des urgences a été aménagée dans les locaux du conseil municipal, composée de membres du bureau municipal de la protection civile, d'autres employés et de bénévoles du Groupe municipal de protection civile. Cette salle d'urgence fonctionnait 10 heures par jour, sept jours sur sept, jusqu'en mai 2020. Le travail s'est concentré sur l'aide à la population (masques, bons alimentaires, sacs poubelles, livraison de repas à domicile aux personnes positives, en collaboration avec la Croix-Rouge italienne, et information des citoyens sur les bouclages et les restrictions de mouvement).

La gestion des premières phases, plus critiques, de la crise a conduit à l'élaboration d'un plan d'urgence municipal pour l'urgence Covid, qui a ensuite été approuvé par le conseil municipal.



Mesures mises en œuvre, en particulier au cours de la première période, au profit de l'ensemble de la population et en mettant l'accent sur les groupes vulnérables :

- Contrôle du territoire (y compris l'accès aux marchés) et réglementation d'urgence
- Fourniture de données aux autorités régionales / nationales
- Désinfection des espaces publics
- Livraison d'équipements de protection aux citoyens (masques, gants, produits de nettoyage), problème crucial, surtout au début
- Livraison / distribution de nourriture (boîtes / bons) et de médicaments aux citoyens vulnérables / positifs au Covid-19, assistance pour recevoir des services administratifs urgents
- Soutien économique aux citoyens vulnérables
- Procédures d'élimination des déchets pour les citoyens positifs au Covid-19
- Procédure d'autorisation pour des catégories de travailleurs spécifiques
- Information des citoyens, communication vers une population effrayée
- Ligne directe Coronavirus : ligne téléphonique pour apporter un soutien psychologique aux citoyens dans le besoin ou en situation d'isolement et de solitude
- Régimes d'exonération de la perception des redevances de services publics et d'utilisation de l'espace public pour les entreprises touchées par la crise
- Régimes d'exonération fiscale pour les entreprises qui n'ont pas généré de revenus pendant la crise
- Organisation et contrôle des pôles de vaccination
- Centres post-covid, services post-covid avec rééducateurs, psychologues, ergothérapeutes
- Hotline Coronavirus : ligne téléphonique pour aider les entrepreneurs à gérer leur entreprise sans interruption

QUART DE POBLET: Phone service	
---------------------------------------	--

Dana Maini

European Projects department, Municipality of Quart de Poblet



En raison du confinement Covid-19, tous les groupes ont été plus ou moins touchés par le changement radical causé par le virus: des personnes âgées aux plus jeunes, en passant par les adolescents et même des groupes spécifiques tels que les personnes handicapées. Par conséquent, la mairie de Quart de Poblet a voulu mettre l'accent sur ce problème, souvent passé sous silence, et a lancé une série de campagnes de soutien psychologique spécialisées en fonction du public et des groupes d'âge.

Les personnes âgées, sans aucun doute, ont été l'un des groupes les plus touchés par la pandémie : non seulement elles ont dû vivre la particularité d'être un groupe à haut risque, mais elles ont également dû le faire dans un isolement complet. C'est précisément le danger du Covid-19 auquel elles ont été confrontées qui a amené de nombreuses personnes âgées à réduire leurs contacts avec leur famille et leurs amis,

une circonstance qui a également été aggravée par l'annulation de toutes les activités qui les aidaient à continuer à bouger et à interagir avec d'autres personnes de leur âge. Bref, leur plus gros problème était la solitude.

Ainsi, le conseil municipal a voulu accroître l'attention aux personnes âgées avec un service de soins psychologiques qui leur a permis de faire face de manière plus saine à la situation dans laquelle elles se trouvaient.

Par conséquent, pendant le confinement Covid19, la municipalité a lancé un service téléphonique pour aider les personnes âgées à rester en contact et à obtenir l'aide dont elles avaient besoin. Ce service était géré par le conseil municipal et offrait aux plus de 64 ans un appel régulier pour discuter et résoudre leurs questions. Ce service offrait des conseils, des conseils et des traitements psychologiques spécialisés pour promouvoir leur bien-être et leur qualité de vie. Ainsi, les utilisateurs ont également reçu des conseils et des outils qui leur permettaient d'améliorer leurs compétences en matière de prise de décision et de résolution de problèmes, tout en favorisant leurs compétences sociales et leur autonomie. Un service transversal qui, en fin de compte, visait à lutter contre la détérioration psychologique et émotionnelle dont étaient victimes les personnes âgées.

Parmi les services plus spécifiques offerts, il y avait la gestion des émotions, de telle sorte que des outils ont été offerts pour favoriser l'apparition de pensées positives et réduire les pensées négatives, en favorisant toujours l'estime de soi. De plus, ce suivi téléphonique a également accompagné des situations de deuil et a aidé à faire face à des moments potentiellement stressants. Tout cela avec un double objectif : améliorer la vie des usagers et réduire le fardeau des aidants.

Ce service a duré un mois et demi et a impliqué 32 personnes du conseil municipal. Les résultats obtenus ont été très satisfaisants: la municipalité a contacté plus de 1 900 personnes âgées de la commune, a réussi à passer plus de 3 600 appels pour un total de 400 heures de conversation, au cours desquelles ils ont non seulement pu détecter des situations à risque et résoudre les doutes des citoyens quant au développement de l'état d'alerte, mais ils ont aussi pu partager des moments personnels, apprendre à connaître de près leurs interlocuteurs et s'intégrer à leur quotidien.

Selon la situation de chaque personne âgée (qu'elle vive seule ou accompagnée, qu'elle contacte régulièrement sa famille et ses amis ou non), elle est appelée plus souvent (entre 1 et 4 appels par semaine).

Le personnel de l'hôtel de ville impliqué dans cette activité a déclaré que certaines personnes âgées ont reçu les appels avec beaucoup d'enthousiasme et ont confirmé qu'elles attendaient ces appels. Certains membres du personnel sont toujours en contact avec les personnes âgées, mais à un niveau personnel. Il y a même un employé qui a reçu un cadeau d'un homme âgé de la commune en guise de remerciement pour les appels.

PRINCIPAUX ACTEURS IMPLIQUÉS ET RÉSEAUX COLLABORATIFS

La protection civile repose sur la capacité d'interaction de différents secteurs et de différents niveaux de gouvernance. Principaux acteurs impliqués, outre les municipalités :

- Institutions régionales / institutions nationales au niveau local
- Hôpitaux et établissements de santé régionaux
- Pompiers
- Police
- Entreprises de services publics
- Volontariat et organisations de la société civile
- Organisations internationales (es. Croix-Rouge, UNSDP)
- Communautés de détaillants

PROBLÈMES CRITIQUES / FAIBLESSES VÉCUES

D'une manière générale, les problèmes critiques et les faiblesses peuvent être décrits comme suit.

- Le manque d'informations et de connaissances a conduit à une réponse médiocre à l'urgence de la situation, et a provoqué la méfiance au sein des institutions, y compris la propagation de fausses nouvelles. La situation globale était complètement sous-estimée et il était impossible de garder une longueur d'avance sur la pandémie.
- Une coordination difficile entre les institutions et les différents niveaux de gouvernance a entraîné des retards dans la gestion des problèmes et a mis en lumière un cadre réglementaire pas assez souple pour faire face à une telle urgence.
- Le « facteur humain » a été sous-estimé : les employés municipaux, les opérateurs de police locale et les administrateurs locaux se sont retrouvés à l'avant-garde de la lutte contre le virus, souvent sans avoir les compétences et l'équipement nécessaires pour faire face aux différentes urgences.

Dans certains cas, l'aspect psychologique de la pandémie n'a pas été correctement pris en compte et l'ensemble des mesures visait principalement à faire face aux effets directs du virus sur l'état de santé et la situation économique des individus.

FORCES / OPPORTUNITÉS EXPÉRIMENTÉES

La protection civile vient de Solidarité, la volonté d'aider !

Une prise de conscience renouvelée de l'importance des communautés locales est apparue pendant la pandémie, en particulier lors des premiers confinements sévères. Ils se sont

avérés bien adaptés : fonctionnaires, experts et bénévoles ont coopéré au niveau local au-delà des frontières des compétences institutionnelles de chacun.

La pandémie a également été une période où de nombreux mouvements populaires ont été initiés par des individus ou des groupes de citoyens : coudre des masques et des tabliers chez des particuliers pour répondre immédiatement au manque absolu d'équipement de protection individuelle (EPI) ; collecter des aliments et des médicaments pour aider les personnes isolées ou les groupes vulnérables, livrer des repas au personnel de santé, fournir des soins aux parents avec de jeunes enfants,...

Solidarité.... en ligne!	
<p>https://www.facebook.com/groups/1123763554632740/ https://www.facebook.com/hashtag/dlaratownika https://www.facebook.com/osplubnow/posts/2589665107988344 https://youtu.be/4K62ef1lqTE https://youtu.be/4wBcVSiGoLY</p>	

Transformer la pandémie en une opportunité pour de meilleurs services

- Nous avons été contraints d'utiliser massivement les outils numériques. De nouveaux services ou de nouvelles méthodes de travail ont été déployés pour répondre à des besoins urgents, comme, par exemple, des systèmes électroniques pour réserver un accès individuel aux services publics locaux.

De plus, les bureaux municipaux se sont montrés très flexibles, contrairement à ce qui est dit sur la rigidité de l'administration publique.

C'est l'occasion d'améliorer les services et de stimuler l'administration en ligne.

LEÇONS APPRISES ET MESSAGES (COMME UNE BOUTEILLE A LA MER...)

Le savoir, c'est le pouvoir

La pandémie ne connaît pas de frontières. Pour être plus efficaces face à une crise, il faut mutualiser, au niveau européen, les réglementations, les bases d'information, les chaînes d'intervention, la gestion des stocks entre les différents pays, ... Plus important encore, l'ensemble du système d'information doit être amélioré pour permettre une réactivité plus

rapide en cas de nouvelle pandémie de la part des municipalités, qui disposent à terme de la meilleure capacité de mobilisation des ressources humaines, financières et matérielles au niveau local, plus proches des citoyens.

⇒ *Les municipalités doivent être impliquées dans le processus décisionnel, afin que les faiblesses et les forces locales soient prises en considération dans le mécanisme de protection civile.*

La protection civile est un processus continu

Nous devons toujours être prêts à faire face à de nouvelles menaces. Le risque peut changer, de sorte que les mesures de prévention et de gestion des risques doivent changer en conséquence.

⇒ *Les municipalités ont besoin d'une formation spécialisée pour les fonctionnaires et les administrateurs locaux (communication en temps de crise, comment traiter les personnes en peur/choc, compétences numériques,)*

La protection civile signifie l'engagement des communautés.

Culture civique, état d'esprit, sens de la communauté,... doivent être alimentés par une autonomisation continue de la société civile, la coopération entre les différents acteurs et une formation spécifique pour les fonctionnaires et les volontaires. En traversant l'urgence du Coronavirus, nous avons tous acquis beaucoup d'expérience qui doit maintenant être enrichie par l'éducation et la formation spécifique. Les citoyens doivent jouer leur rôle dans le processus de protection civile, car le sens des responsabilités des individus est la base de toute action ultérieure.

⇒ *Les municipalités ont besoin de ressources et d'outils pour travailler sur l'éducation civique des jeunes et autonomiser la société civile*

La protection civile est une responsabilité partagée

Une gestion de crise efficace nécessite des partenariats et des accords formels fondés sur le partage du savoir-faire et des ressources.

⇒ *Les municipalités ont besoin d'un plan de prévention et de gestion pour ce type de risque*

L'ÉCOLE ET L'ÉDUCATION PENDANT L'URGENCE PANDÉMIQUE

2021 Octobre - Quart de Poblet (ES)



L'UNION EUROPÉENNE POUR L'ÉDUCATION ET LA FORMATION

Conformément au principe de subsidiarité, le rôle de l'Union européenne est d'encourager la coopération entre les États membres, y compris par l'échange de bonnes pratiques, afin de rendre leurs actions au niveau national plus cohérentes et plus efficaces. Les pays de l'UE peuvent améliorer leurs systèmes d'éducation et de formation en travaillant ensemble et en apprenant les uns des autres.

L'Union européenne aide les étudiants, les stagiaires et les enseignants faire des études ou réaliser une expérience professionnelle à l'étranger, afin de leur permettre de participer à des échanges d'étudiants / professionnels ou à des activités de volontariat à l'étranger.

Pour ce faire, le principal outil de référence est le programme Erasmus+.

<p>Erasmus+ Program</p> <p>https://erasmus-plus.ec.europa.eu/</p> <p>https://europa.eu/youth/erasmusvirtual</p>	<p>Depuis 35 ans, l'UE finance le programme Erasmus, qui a permis à plus de 10 millions d'étudiants européens de passer une partie de leurs études à l'étranger.</p> <p>Les activités de financement sont gérées de manière centralisée par l'Agence européenne pour l'éducation et la culture (EACEA) ou par des agences nationales dans les différents pays.</p> <p>Erasmus+ offre ces possibilités à tous : étudiants, salariés, stagiaires, enseignants, volontaires.</p> <p>Principales opportunités pour les étudiants dans les programmes de baccalauréat, de maîtrise ou de doctorat :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Étudier à l'étranger • faire un stage (expérience de travail, apprentissage, etc.) • obtenir une bourse Erasmus Mundus (dans les pays non membres de l'UE, cours d'enseignement supérieur, uniquement pour les cours de maîtrise) • obtenir un prêt pour des cours de master • obtenir du soutien et des fonds supplémentaires pour les étudiants ayant des problèmes physiques, mentaux et de santé; <p>Échanges de jeunes :</p> <p>Permettre à des jeunes (âgés de 13 à 30 ans) de différents pays de se rencontrer, de vivre ensemble et de travailler sur des projets communs pendant de courtes périodes (5 à 21 jours).</p>
--	--

L'urgence de santé publique causée par le Covid-19 a entraîné des changements radicaux dans le domaine de l'éducation et de la formation, à commencer par l'annulation des activités éducatives en personne, ainsi que de toute autre activité éducative ou de formation dispensée dans des centres publics ou privés.

En conséquence, la vie quotidienne des familles ayant des enfants d'âge scolaire a été gravement affectée, tant par les conséquences directes sur le processus éducatif que sur leur vie familiale, socioculturelle et communautaire.

En effet, la COVID-19 a mis à rude épreuve les systèmes d'éducation et de formation de tous les États membres, démontrant une fragilité générale.

Aucun système éducatif d'un État membre de l'UE ne disposait de stratégies d'atténuation des catastrophes et des situations d'urgence. En général, aucun soutien uniforme ou cohérent de nature formelle n'a été fourni aux animateurs socio-éducatifs, aux enseignants et aux parents. Des pratiques similaires, dans toute l'Europe, ont été adoptées dans les domaines de l'éducation et de la jeunesse pour faire face à l'urgence.

La solidarité a souvent permis de répondre aux défaillances du système. Lorsque des synergies sont apparues entre différents acteurs, un soutien a été offert sous la forme d'une formation informelle « ascendante » auto-organisée.

L'objectif du projet SPRING est de faire émerger des solutions à des problèmes communs afin de développer de nouvelles stratégies dans les différents domaines touchés par la pandémie et dans lesquelles les municipalités peuvent jouer un rôle de premier plan. Les bonnes pratiques des réalités vertueuses doivent conduire à l'élaboration de politiques locales et continuer à produire des effets positifs au-delà de la fin du projet.

EXPÉRIENCE DES PARTENAIRES PRINTANIER

Tous les partenaires ont vécu une expérience très similaire.

La suspension des cours était nécessaire partout (sur des périodes plus ou moins longues) pour endiguer la propagation du virus.

Les municipalités ont pris des mesures, en collaboration avec le territoire, pour soutenir les élèves et les familles, en fournissant :

- distributeurs de produits désinfectants, désinfectant, purificateurs d'air mobiles, matériel pour les activités éducatives en plein air, tests rapides et autres fournitures (en plus de ceux fournis par l'État)
- Information des chefs d'établissement et accompagnement pour s'adapter à l'évolution continue des règles de sécurité
- Accès aux appareils et connexion aux nombreuses familles qui n'en disposaient pas (principaux bailleurs de fonds : écoles, autorités locales/régionales/nationales, organisations non gouvernementales ou internationales, ...)
- espaces communs (p. ex. bibliothèques) permettant une présence à une distance de sécurité
- Services aux familles pour l'éducation en ligne
- Soutien à la communauté éducative

En outre, les autorités locales ont mis en place un dispositif de concertation en réseau sur la Covid-19 (impliquant différents services municipaux, des directeurs, des représentants des parents) et organisé des campagnes sur des sujets liés à Covid-19.

Quart de Poblet

- (1) Tracking covid stress
- (2) Projet CDC



(1)

La pandémie est arrivée au cours du dernier trimestre, le trimestre décisif et crucial, en particulier pour les adolescents qui ont dû passer des examens et passer à une école supérieure. Le changement a été un moment crucial car il y a déjà tellement d'éléments qui changent dans le corps, dans l'esprit des adolescents et le changement d'école, en temps de pandémie, peut causer des traumatismes et du stress qui affectent négativement la croissance.

L'objectif de l'activité (mise en œuvre dans 2 centres à Quart avec environ 90 élèves) était de freiner ces effets chez les enfants et les jeunes, grâce à une stratégie en 3 étapes :

- 1) Étape 1 : Comprendre la situation
- 2) Étape 2: Identifier le stress et comprendre comment le transformer en quelque chose de positif
- 3) Étape 3 : Comprendre la « nouvelle normalité » et s'y adapter.

(2)

Après avoir enregistré de nombreux cas d'étudiants souffrant de troubles liés au stress, le projet CDC a été développé en coopération avec la municipalité de Quart de Poblet, dans le but de créer un nouvel environnement de référence, impliquant l'ensemble du personnel éducatif et de formation. Le projet a débuté en 2021, avec 50 centres éducatifs pilotes. La connexion Internet et les appareils électroniques ont été améliorés, et une plate-forme technologique a été développée pour mettre en réseau une archive partagée entre les professionnels de l'éducation, les étudiants et les familles. En outre, des cours et des outils spécifiques ont été élaborés pour améliorer les compétences informatiques de manière sûre et appropriée.

La coordination de tous les agents impliqués a été l'un des points forts des mesures mises en œuvre.

L'évaluation de ces actions a été positive, de sorte que certaines d'entre elles ont été maintenues :

- des ateliers sur les concepts de base de l'informatique appliqués à l'environnement éducatif destinés aux familles, en différenciant les niveaux de compétence numérique et en essayant d'atteindre les populations les plus vulnérables.
- ateliers de prévention du stress Covid pour les étudiants et leurs familles.
- ateliers sur la prévention du stress avant l'examen d'entrée à l'université.
- des activités pour préparer la transition de l'école primaire à l'école secondaire.



Aksakovo - Facebook group



À l'initiative de la municipalité d'Aksakovo, un groupe Facebook d'entraide a été créé : il y avait du matériel, des ressources et des bonnes pratiques partagés. Toutes les ressources qui ont été promues pendant la pandémie, telles que les sites de ressources, les plateformes d'exercices et les vidéothèques, sont extrêmement utiles, météo en direct, ou dans une forme d'apprentissage à distance. Le processus d'apprentissage n'est plus enfermé entre les quatre murs de la salle de classe. Les parents ont participé activement et de manière réactive à ce processus, en particulier les parents dont les enfants fréquentaient l'école primaire. Partage, soutien et confiance – ce sont les mots clés d'un travail d'équipe réussi entre élèves et parents.

PRINCIPAUX ACTEURS IMPLIQUÉS ET RÉSEAUX COLLABORATIFS

Principaux acteurs impliqués, outre les municipalités :

- Différents services municipaux
- Bureaux régionaux des ministères de l'éducation (ou similaires)
- Organisations internationales ou à but non lucratif
- Associations de parents, de jeunes et associations de bénévoles
- Particuliers

PROBLÈMES CRITIQUES / FAIBLESSES VÉCUS

Pendant le confinement, les écoles et les universités ont été fermées et les cours en ligne sont devenus la nouvelle norme. Les échanges de jeunes et la mobilité internationale ont également été interrompus.

L'ensemble du système éducatif a dû réorganiser les activités pour s'assurer que leurs élèves ne soient pas lésés. Des alternatives d'apprentissage en ligne ont été mises en place, mais :

- l'infrastructure numérique requise pour l'apprentissage en ligne n'était pas disponible partout,
- les élèves et les familles n'étaient pas suffisamment équipés d'ordinateurs portables ou d'autres appareils,
- les enseignants ont montré de faibles compétences en informatique,
- les programmes des écoles ne se prêtaient pas à des modalités en ligne,
- l'interaction sociale était complètement absente,
- Les processus de gestion de crise et de prise de décision n'incluaient que rarement des consultations avec des étudiants ou des représentants du secteur de l'éducation

En général, la qualité de l'offre éducative a été considérablement affectée, aggravant les inégalités existantes en matière d'éducation. Les enfants issus de milieux défavorisés étaient confrontés à des difficultés à la fois dans leur accès à l'éducation (c'est-à-dire la disponibilité d'ordinateurs portables et de connexion Internet) ainsi que dans le soutien familial en tant qu'environnement d'apprentissage à domicile. Les confinements ont également nui à la santé mentale des enfants et des jeunes.

L'impact de la COVID-19 a été particulièrement dur pour les écoles primaires, où les élèves ont une aptitude limitée pour rester derrière un écran de manière indépendante, et où les enseignants ont de très faibles compétences en informatique. Dans ce contexte, les familles étaient fortement engagées et on a demandé aux parents de devenir coéducateurs. Les niveaux supérieurs de l'enseignement (en particulier les universités) ont été moins touchés par le confinement grâce à l'indépendance des étudiants et à une habitude déjà existante d'utiliser les outils TIC et les classes virtuelles. Certains étudiants ont été particulièrement touchés, car la plupart des formations pratiques ont été remplacées par un enseignement théorique qui n'offre pas le même niveau de développement des compétences.

La pandémie a mis en évidence la nécessité d'un changement de paradigme éducatif concernant l'utilisation de la technologie et des processus d'apprentissage.

Les mesures prises au cours de la première partie de la pandémie se sont davantage concentrées sur le respect de la réglementation et le maintien de la fréquentation scolaire, laissant de côté l'importance de l'impact émotionnel de la pandémie sur le développement personnel des enfants et des adolescents.

FORCES / OPPORTUNITÉS EXPÉRIMENTÉES

Faire de la pandémie une opportunité de développer de véritables environnements éducatifs

La pandémie a accéléré la transformation numérique dans les secteurs de l'éducation et de la formation : en très peu de temps, les plateformes d'apprentissage ont été améliorées, de nouvelles ont été créées et les enseignants ont commencé à utiliser de plus en plus de ressources électroniques. En outre, les élèves, les enseignants et les parents ont acquis de meilleures connaissances en informatique et amélioré leurs compétences numériques.

Les autorités nationales et l'UE devraient à présent relever les défis de la transformation numérique dans les secteurs de l'éducation et de la formation en adoptant une approche ambitieuse, et favoriser le développement d'un écosystème d'éducation numérique hautement efficace.

LEÇONS APPRISSES ET MESSAGES (COMME UNE BOUTEILLE A LA MER...)

Prise de décision collaborative et gestion de crise

Les écoles ont été vécues comme un monde à part, souvent fermées sur elles-mêmes, dédiées principalement à contenir la contagion et à poursuivre les programmes d'éducation. Les enseignements tirés de l'expérience, au niveau de l'UE, pourraient être particulièrement utiles pour contribuer au développement de systèmes éducatifs plus résilients et d'un secteur de la jeunesse plus résilient.

- ⇒ *Soutenir la prise de décision collaborative et la gestion de crise au niveau local, entre le «monde scolaire» et la société, y compris les autorités locales.*
- ⇒ *Tenir compte des besoins locaux et mettre en pratique les enseignements tirés des initiatives ascendantes.*
- ⇒ *Améliorer la flexibilité des programmes de financement de l'UE dans le domaine de l'éducation et de la jeunesse et leur capacité de réaction aux crises futures.*

Approche holistique

Le moment est venu de revoir notre approche de l'apprentissage, qui ne peut se limiter aux progrès scolaires et doit inclure de manière holistique les réseaux de soins et le bien-être social et émotionnel des enfants et des jeunes.

- ⇒ *Développer des stratégies pour un soutien complet aux élèves et aux jeunes dans différents formats d'apprentissage et repenser les partenariats maison-société-école.*

L'importance des réseaux locaux

Les réseaux de coordination devraient être stables à trois niveaux:

- au niveau régional, avec les instances étatiques
- au niveau local, avec les différents services municipaux et avec les équipes de gestion des écoles
- avec les citoyens, par l'intermédiaire des associations de parents et d'autres entités de la municipalité

⇒ *La municipalité devrait prendre la tête de la coordination des réseaux*

COOPÉRATION ET JEUNESSE

2021 Décembre - Aksakovo (BG)



L'UNION EUROPÉENNE POUR LA JEUNESSE

Dans son discours sur l'état de l'Union devant le Parlement, le 15 septembre 2021, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a présenté l'idée de faire de 2022 l'«Année européenne de la jeunesse» dans le but de mettre en évidence et d'atténuer l'impact de la pandémie sur l'éducation, l'emploi, l'inclusion sociale et la santé mentale des jeunes.

Comme la jeune génération a été très durement touchée par la COVID 19, la Commission européenne a décidé de mettre l'accent sur la jeunesse dans toutes les politiques au

niveau de l'UE, national et local, de la transformation numérique aux politiques vertes, de la mobilité à l'emploi et à l'entrepreneuriat, du volontariat à la participation au processus décisionnel, etc.

Principaux objectifs de l'Année européenne de la jeunesse :

- Intensifier les efforts de l'Union, des États membres et des autorités régionales et locales pour célébrer les jeunes, les soutenir et les engager dans une perspective post-pandémique.
- Souligner comment les transitions verte et numérique offrent une perspective renouvelée pour l'avenir ; s'inspirer des actions, de la vision et des idées des jeunes pour continuer à renforcer et à revitaliser le projet commun de l'Union européenne, et écouter les jeunes, en tenant compte de leurs préoccupations.
- Encourager tous les jeunes, en particulier ceux qui ont moins d'opportunités, issus de milieux défavorisés ou appartenant à des groupes vulnérables, ou issus de régions rurales, périphériques et moins développées, à devenir des citoyens et des acteurs du changement actifs et engagés, inspirés par un sentiment d'appartenance à l'Europe.
- Promouvoir les opportunités offertes aux jeunes par les politiques publiques aux niveaux européen, national, régional et local afin de soutenir leur développement personnel, social et professionnel dans un monde vert, numérique et inclusif.

Mesures et outils au niveau européen, national, régional ou local.

- Conférences, événements et initiatives visant à promouvoir un débat inclusif et accessible sur les défis, y compris l'impact de la pandémie de la COVID-19.
- Promouvoir la participation des jeunes et renforcer les outils et les programmes existants qui permettent aux jeunes d'atteindre les décideurs politiques.
- Recueillir des idées par des méthodes participatives dans le but de co-crée l'Année Européenne de la jeunesse.
- Des campagnes d'information, d'éducation et de sensibilisation pour véhiculer des valeurs telles que l'égalité, la solidarité, le volontariat, un sentiment d'appartenance et de sécurité, un sentiment d'être entendu et respecté, pour stimuler une contribution active des jeunes à la construction d'une société plus inclusive, verte et numérique.
- Création d'un espace d'échange sur la transformation des défis en opportunités dans un esprit entrepreneurial.
- Réaliser des études et des recherches sur la situation des jeunes dans l'Union, ainsi que promouvoir et diffuser leurs résultats au niveau européen, national ou régional.
- Promotion de programmes, de possibilités de financement, de projets, d'actions et de réseaux d'intérêt pour les jeunes, y compris par le biais des médias sociaux et des communautés en ligne.

Principales références

<p>European year of Youth</p> <p>https://europa.eu/youth/year-of-youth</p>	<p>Avec de nombreuses occasions d'apprendre, de partager votre vision, de rencontrer des gens et de participer à des activités dans toute l'Europe, l'Année européenne de la jeunesse est le moment d'aller de l'avant avec confiance et espoir dans une perspective post-pandémique. Découvrez ce que l'Année vous réserve et participez à la #EYY2022</p> <p>Bilyana Raeva Member of European Parliament</p>
<p>EU strategy 2019-2027</p> <p>https://youth.europa.eu/strategy_fr</p>	<p>La stratégie de l'UE en faveur de la jeunesse devrait contribuer à la réalisation de cette vision des jeunes en mobilisant les instruments politiques au niveau de l'UE ainsi que les actions menées aux niveaux national, régional et local par toutes les parties prenantes.</p> <p>Réf : Résolution du Conseil européen sur la stratégie européenne en faveur de la jeunesse 2019-2027.</p>
<p>EU Youth Dialogue</p> <p>https://youth.europa.eu/eu-youth-dialogue_fr</p>	<p>Comment les jeunes peuvent être impliqués dans le processus de prise de décision</p>
<p>Objectifs pour les jeunes</p> <p>https://youth-goals.eu/</p>	<p>Les principaux objectifs de la jeunesse résultant d'un dialogue avec plus de 50 000 jeunes sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">● Connecter l'UE à la jeunesse● Égalité de tous les sexes● Sociétés inclusives● Information & Dialogue constructif● Santé mentale et bien-être● Faire progresser les jeunes ruraux● Un emploi de qualité pour tous● Apprentissage de qualité● Espace et participation pour tous● Une Europe verte et durable● Organisations de jeunes & Programmes européens

Programmes et initiatives de l'UE dédiés aux jeunes

Possibilités d'études à l'étranger, échanges internationaux, voyages, travail, stages et plus encore.

<p>Erasmus+ Program</p> <p>https://erasmus-plus.ec.europa.eu/ https://europa.eu/youth/erasmusvirtual</p>	<p>Principales opportunités pour les étudiants dans les programmes de baccalauréat, de maîtrise ou de doctorat :</p> <p>Étudier à l'étranger,</p> <ul style="list-style-type: none">• faire un stage (expérience de travail, apprentissage, etc.)• obtenir une bourse Erasmus Mundus (dans les pays non membres de l'UE, cours d'enseignement supérieur, uniquement pour les cours de maîtrise),• obtenir un prêt pour des cours de master,• obtenir du soutien et des fonds supplémentaires pour les étudiants ayant des problèmes physiques, mentaux et de santé ; <p>Échanges de jeunes:</p> <p>Permettre à des jeunes (âgés de 13 à 30 ans) de différents pays de se rencontrer, de vivre ensemble et de travailler sur des projets communs pendant de courtes périodes (5 à 21 jours).</p> <p>DiscoverEU:</p> <p>Permet aux citoyens européens âgés de 18 ans de découvrir l'Europe à travers des expériences d'apprentissage, des voyages en train et des moyens durables.</p> <p>https://youth.europa.eu/discovereu_fr</p> <p>Erasmus pour jeunes entrepreneurs</p> <p>Erasmus pour jeunes entrepreneurs est un programme d'échange transfrontalier qui offre aux nouveaux entrepreneurs ou aux futurs entrepreneurs la possibilité d'apprendre les secrets du métier auprès de professionnels établis qui dirigent de petites ou</p>
---	---

	<p>moyennes entreprises dans un autre pays participant au programme.</p> <p>L'échange d'expériences a lieu pendant une période de travail dans les locaux de l'entrepreneur expérimenté, qui aide le nouvel entrepreneur à acquérir les compétences nécessaires pour gérer une petite entreprise. L'entrepreneur d'accueil a la possibilité de regarder son entreprise sous de nouveaux angles, de collaborer avec des partenaires étrangers et d'en apprendre davantage sur de nouveaux marchés.</p> <p>https://www.erasmus-entrepreneurs.eu/index.php</p>
--	--

Possibilités de formation, d'emploi, de stage, d'apprentissage et de formation continue

<p>EU traineeship programmes</p> <p>https://epso.europa.eu/job-opportunities/traineeships</p>	<p>Chaque année, plus de 2 000 stagiaires améliorent leurs compétences professionnelles, élargissent leur réseau et mettent en pratique la théorie académique grâce aux programmes de stages de l'UE. La plupart des institutions, organes et agences de l'UE organisent des stages qui durent généralement plusieurs mois.</p> <p>Les stages offrent un excellent aperçu du travail de l'UE et sont disponibles dans un large éventail de domaines tels que le droit de la concurrence, les ressources humaines, la politique environnementale, la communication, et bien d'autres.</p> <p>Chaque institution, organe et agence de l'UE gère individuellement ses propres procédures de sélection des stagiaires.</p> <p>Les différents critères d'admissibilité dépendent de l'institution ou de l'agence choisie, mais généralement.</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Stages pour jeunes diplômés ● Bonne maîtrise de l'une des langues officielles de l'UE requise ● Durée 3-6 mois ● Rémunération proportionnelle au coût de la vie dans le pays de service
--	--

<p>Youth Employment Initiative (YEI) https://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=1176</p>	<p>L'initiative pour l'emploi des jeunes soutient les jeunes sans emploi et sans éducation ni formation dans les régions où le taux de chômage des jeunes est supérieur à 25 %.</p> <p>Pour la période 2021-2027, l'initiative a été intégrée au Fonds social européen plus (FSE+), tout en continuant de mettre l'accent sur l'emploi des jeunes.</p>
<p>Youth Guarantee https://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=1079&langId=it</p>	<p>Il s'agit d'un ensemble d'initiatives visant à améliorer l'employabilité des jeunes âgés de 15 à 30 ans qui ne sont ni aux études ni au travail (NEET - Not in Education, Employment or Training). Il offre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • emploi • éducation permanente • Apprentissage <p>Critères d'éligibilité : les jeunes qui ont terminé leurs études dans les quatre mois suivant la fin ou le début de la période de chômage.</p> <p>Ces systèmes sont mis en place par les autorités de gestion des différents pays de l'UE.</p> <p>La pandémie et l'instabilité économique qui en a résulté ont eu une incidence négative sur le taux de NEET dans l'UE, qui est passé à 14,2 %. Pour cette raison, le groupe cible des jeunes qui peuvent participer a été élargi.</p>
<p>EURES Targeted Mobility Scheme (TMS). https://euresmobility.anpal.gov.it/fr/le-programme-tms/</p>	<p>Le programme de mobilité ciblée EURES vise à promouvoir la mobilité professionnelle en Europe.</p> <p>EURES TMS facilite l'adéquation entre l'offre et la demande d'emplois et facilite les possibilités d'emploi, en consolidant et en renouvelant l'approche développée dans les projets précédents YfEj et Reactivate.</p> <p>Le programme EURES TMS offre des services de recrutement, de mise en correspondance, de formation et de placement sur mesure et offre une série de mesures et d'avantages financiers.</p> <p>EURES TMS aide les employeurs à publier les offres d'emploi en leur fournissant une plateforme spécifique. L'objectif est d'établir des liens directs avec les employeurs et les associations professionnelles des différents pays de l'UE (Norvège et Islande) en simplifiant le processus de publication des offres d'emploi sur la plateforme, en promouvant les systèmes de recrutement en ligne et en attirant la demande des PME orientées vers l'embauche de travailleurs européens, y compris de travailleurs peu qualifiés ou défavorisés.</p>

	<p>Les groupes cibles qui peuvent bénéficier du soutien du programme de mobilité ciblée (TMS) EURES sont les demandeurs âgés de 18 ans et plus et les employeurs. Les chômeurs et les personnes appartenant à des groupes vulnérables ont la priorité. Les activités de placement couvriront un large éventail de secteurs d'emploi, sans exclusion.</p> <p>Les petites et moyennes entreprises (PME) ou les organisations équivalentes peuvent recevoir un soutien financier.</p> <p>The target groups that can benefit from EURES Targeted Mobility Scheme (TMS) support are applicants aged 18 and over and employers. Unemployed people and people from vulnerable groups have priority. Placement activities will cover a wide range of employment sectors, none excluded.</p> <p>Small and medium-sized enterprises (SMEs) or equivalent organizations may receive financial support.</p>
--	---

Possibilités de bénévolat et projets de sensibilisation.

<p>Corps européen de solidarité</p> <p>https://eusolidaritycorps.eupa.org.mt/</p>	<p>Il s'agit d'un programme dédié aux jeunes qui veulent aider la communauté dans son ensemble, en Europe et dans le monde.</p> <p>Critères d'éligibilité : jeunes de 18 à 30 ans (adhésion également possible à 17 ans).</p> <p>Secteurs: éducation et formation, citoyenneté et participation démocratique, environnement et protection de la nature, migrations, culture, et bien d'autres.</p> <p>Les jeunes qui souhaitent participer à de telles activités doivent s'inscrire sur le portail du corps européen de solidarité.</p> <p>Le portail est l'endroit où les jeunes bénéficiaires et les organisations bénéficiaires peuvent mener des activités et se retrouver.</p> <p>Les activités de financement sont gérées de manière centralisée par l'Agence européenne pour l'éducation et</p>
---	--

	la culture (EACEA), par les agences nationales dans les différents pays et par le réseau SALTO-YOUTH.
--	---

EXPÉRIENCE DES PARTENAIRES du programme SPRING

Tous les partenaires ont vécu une expérience très similaire.

Les jeunes ont été à l'avant-garde de la pandémie, à la fois en tant que protagonistes d'initiatives et en tant que bénéficiaires d'actions spécifiques.

D'une part, les jeunes ont collaboré avec les municipalités et les associations bénévoles de leur territoire, apportant une contribution importante et précieuse au travail des services sociaux municipaux ou de la protection civile (services de livraison tels que nourriture, médicaments et Dpi, accompagnement et proximité téléphonique et télématique, enseignement à distance, collecte de fonds, transport social et soins de santé ...). En ce sens, même si c'est avec un niveau d'engagement différent, les municipalités ont soutenu des initiatives spontanées de jeunes directement ou par la coordination de différents acteurs locaux.

<p>Ziebice</p> <p>https://zrzutka.pl/t3e3ec https://fsmm.pl/wspomoz_walke_z_koronawirusem https://www.facebook.com/osplubnow/posts/2811811742440345</p>	
<p>Pendant la pandémie, à partir de mars 2020, les jeunes ont entrepris de nombreuses initiatives et activités visant à soutenir la communauté locale, en particulier les personnes âgées, malades et en quarantaine qui ne pouvaient pas quitter leur domicile. Les élèves et les étudiants proposaient des courses, des promenades de chiens, des visites à la poste ou à la pharmacie, le paiement des factures et l'apport de charbon. Ils ont préparé des affiches avec des informations et leurs numéros de téléphone et les ont accrochées dans toutes les villes et villages. Les médias sociaux ont également été utilisés. D'autres personnes ont aidé les jeunes volontaires : une action de collecte de fonds a été organisée pour le carburant, car les volontaires parcouraient de nombreux kilomètres chaque jour. Toute l'action a été très importante et a aidé beaucoup de gens. Les activités les plus intenses ont duré deux mois, mais le numéro de téléphone était actif tout le temps.</p>	

Pendant la pandémie, les personnes vivant dans des maisons de retraite étaient extrêmement isolées et seules. Pour leur faciliter la tâche, l'action « Un cadeau pour un aîné » a été faite. La collecte de bonbons a été menée dans toute la municipalité. Les jeunes se sont beaucoup impliqués dans cette action.



D'autre part, les communautés locales ont été confrontées à de nouveaux besoins, notamment en ce qui concerne les cas d'anxiété chez les jeunes et l'émergence et la chronification de certaines pathologies psychologiques. Les familles et le système éducatif n'étaient pas préparés à faire face à l'urgence Covid 19 et aux restrictions : les jeunes ont été surchargés de tâches éducatives, ils ont connu une augmentation considérable du temps passé sur les écrans et ont souffert de l'absence de contact direct avec leurs pairs ou des adultes capables de comprendre leurs difficultés et d'apporter un soutien professionnel.

Principales mesures mises en œuvre par les municipalités au profit de l'ensemble de la population des jeunes, en mettant l'accent sur les groupes vulnérables:

- Adaptation des programmes et activités existants pour la jeunesse de manière non présentielle, via en ligne.
- Prestation d'un soutien spécial pendant la pandémie
- Mise à disposition d'activités en ligne pour garder les jeunes actifs, en particulier pendant le confinement

Quart de Poblet

<https://quartjove.quartdepoblet.es/>
<https://quartjove.quartdepoblet.es/?s=quart+de+nit>
<https://lafederacio.org/lequip-de-voluntaries-de-quart-de-nit-et-presenta-el-seu-projecte-doci-nocturn-saludable/>
<https://quartdenit.wordpress.com/proyecto-de-qdn/>



Campagne enfance et adolescence à Quart de Poblet pendant Covid-19. Les jeunes du conseil ont entamé un travail de recherche, dans lequel, à travers des entretiens menés avec leurs pairs, ils ont recueilli et mis en commun en groupe, tout ce qu'ils avaient ressenti pendant le confinement. Les réponses de ces entretiens ont été recueillies autour des 4 blocs de la campagne :

- État émotionnel
- Expériences et apprentissage
- Expériences à poursuivre
- Insécurités et souhaits pour l'avenir.

Un reportage a été transformé en vidéo-infographie pour raconter ce qui s'est passé. En outre, dans le but de rendre ce journal accessible, un document final a été produit dans lequel, à travers des images et une narration orale, des détails sur la diversité de leurs réponses ont pu être développés.

NITS D'OCI NOCTURN ALTERNATIU **QUART DE POBLET**

Activitats gratuïtes per a joves de 13 a 30 anys
Espai lliure d'alcohol i drogues



DIVENDRES 12 DE FEBRER	DISSABTE 13 DE FEBRER	DIUMENGE 14 DE FEBRER
DIY REGALS, 17H TALLER DE CUINA, 18H TIKTOK, 19H TEST DE RELACIONS, 20H AMOR PROPI, 21H	DIY REGALS, 12H CONVERSATORI AMB PAMELA PALENCIANO, 18H <small>(Cal inscripció prèvia per a aquesta activitat)</small> AMOR PROPI, 21H	A LES RELACIONS TRIA LA MILLOR OPCIO, 12H DIY MANUALITATS, 13H TALLER RELACIONS I XARXES SOCIALS, 18H <small>(Cal inscripció prèvia per a aquesta activitat)</small>

@quartnit f Quart de Nit



PRINCIPAUX ACTEURS IMPLIQUÉS ET RÉSEAUX COLLABORATIFS

Principaux acteurs impliqués, outre les municipalités :

- Différents services municipaux
- Associations de jeunes
- Associations de bénévoles
- Particuliers

PROBLÈMES CRITIQUES / FAIBLESSES VÉCUS

D'une manière générale, les problèmes critiques et les faiblesses peuvent être décrits comme suit :

- Certaines actions impliquant le jeune dépendent profondément de la disponibilité de fonds. Cela s'avère souvent être un obstacle, car il y a un manque de sponsors.
- Il n'y a pas de véritable alliance entre les générations qui puisse garantir la continuité du volontariat territorial dans le temps (importance de la continuité générationnelle dans le volontariat)

- Les municipalités doivent mieux comprendre comment impliquer durablement les jeunes qui se sont rendus disponibles dans les situations d'urgence sous forme d'engagement libre, en les faisant participer à la construction de l'avenir de la ville.

<p>Aksakovo</p> <p><u>Bilyana Raeva</u> Member of European Parliament</p>	
<p>Dans le cadre de précédents projets de coopération de l'UE, Aksakovo a expérimenté différentes façons d'impliquer les jeunes : des concours dans différentes catégories (dessin, écriture, photo, clips,..) et un débat public pour renforcer la participation des jeunes.</p>	

FORCES / OPPORTUNITÉS EXPÉRIMENTÉES

Les jeunes en action, la volonté d'aider!

Même en l'absence d'associations autonomes et organisées de jeunes bénévoles, les jeunes sont disponibles pour effectuer du bénévolat dans les associations existant dans les villes. Ils ont vu le bénévolat comme une opportunité, en particulier pour aider les personnes les plus vulnérables.

La période pandémique a changé la perspective, activant des comportements pro-sociaux et faisant passer les jeunes de l'inactivité à l'engagement.

Georgi Raykov – student of Medicine University - Aksakovo

Youth volunteering in emergency situation

Petar Stoilov – ELSA (European Law Students Association) - Bulgaria

Transformer la pandémie en une opportunité pour de meilleurs services

Les municipalités et les communautés locales ont montré une grande capacité à s'adapter à des situations nouvelles et différentes, mais pour mieux répondre aux besoins des citoyens, elles ont besoin d'une formation continue du personnel et de créer ou de renforcer une méthodologie de travail axée sur le bien-être de la population pendant son

enfance et son adolescence. Il est également nécessaire de renforcer les équipes de travail des différentes associations et de fournir aux animateurs de jeunesse davantage de ressources pour l'action communautaire, ainsi que d'améliorer les réseaux avec les associations et la structure communautaire.

LEÇONS APPRISSES ET MESSAGES (COMME UNE BOUTEILLE A LA MER ...)

Empathie avec les citoyens

Les municipalités doivent travailler à développer l'empathie avec les citoyens, renforcer les facteurs de protection pour les jeunes, ainsi que créer des espaces où ils peuvent partager leurs préoccupations et demander de l'aide. Les municipalités devraient être en mesure d'écouter leurs jeunes citoyens, de comprendre leurs besoins et de les soutenir dans leurs actions.

⇒ *Les municipalités devraient échanger leurs expériences sur les modalités et les outils d'interaction et d'échange avec les jeunes et se concentrer sur les principaux sujets apparus pendant la pandémie : santé mentale, sens renouvelé de la communauté.*

Garder le jeune engagé, en sécurité et en bonne santé est un processus continu

Les municipalités doivent renforcer les équipes de travail des différentes associations et fournir aux techniciens de la jeunesse davantage de ressources pour l'action communautaire, ainsi qu'améliorer les réseaux avec les associations et la structure communautaire. Il est urgent de définir une méthodologie de travail axée sur le bien-être mental de la population durant son enfance et son adolescence.

⇒ *Les municipalités ont besoin de formation, de ressources et d'outils pour travailler*

VOLONTARIAT ET COOPÉRATION AVEC LES COMMUNES

2022 Mars - Ziebice (PL)



L'UNION EUROPÉENNE POUR LE VOLONTARIAT

Dans toute l'Europe, le volontariat est une pierre angulaire du développement de la société civile et de la consolidation de la vie démocratique. Le volontariat est basé sur la culture du don et peut aider chacun à découvrir la solidarité, le développement durable, la non-violence, le respect de l'autre et la citoyenneté responsable.

Fondé sur le principe de solidarité, le volontariat répond aux défis les plus actuels et apporte une contribution essentielle à la croissance du capital social, à l'amélioration des

relations interpersonnelles et à la croissance individuelle, tout en promouvant la protection des biens communs.

L'Union européenne peut soutenir les organisations actives dans le domaine du volontariat de différentes manières, en fonction du domaine d'intérêt. Pour ne citer que quelques exemples, le programme Erasmus soutient la formation et la mobilité des jeunes; le programme FAMI soutient les organisations actives dans les politiques d'intégration ; le programme CERV soutient les organisations actives dans la protection des droits fondamentaux et dans la lutte contre toutes les formes de discrimination et de violence ; les programmes INTERREG soutiennent les organisations locales pour l'amélioration de la qualité de vie des populations des zones géographiques concernées.

Il est utile de souligner, à propos du corpus européen de solidarité, l'initiative de l'UE qui consiste à créer des opportunités pour les jeunes de faire du bénévolat ou de travailler dans des projets qui profitent aux communautés et aux citoyens de toute l'Europe. Elle s'adresse aux personnes âgées de 18 à 30 ans, à la recherche d'une opportunité d'aider la communauté au sens large, en Europe et au-delà. Elle finance et soutient les jeunes qui participent à des projets, soit à l'étranger, soit dans leur propre pays. Ces projets offrent une expérience inspirante et stimulante, ainsi que la possibilité d'apporter des changements tout en développant les aptitudes et les compétences des participants.

Les jeunes peuvent s'inverser de différentes manières; veuillez vous référer à <https://webgate.ec.europa.eu/app-forms/af-ui-opportunities/#/european-solidarity-corps> pour plus de détails.

1. Volontariat

La plupart des possibilités offertes par le corpus européen de solidarité sont des activités de volontariat transfrontalières et sont l'occasion d'apporter une aide qui est bien nécessaire, d'acquérir de nouvelles compétences, de passer du temps à l'étranger, peut-être aussi d'apprendre une langue, avec un large éventail de questions couvertes par les projets (telles que l'environnement, la santé, l'inclusion, les technologies numériques, la culture, le sport).

2. Projets de solidarité locale

Un groupe d'au moins 5 personnes (entre 18 et 30 ans) résidant légalement dans le même pays peut demander un financement direct pour développer un projet local spécifique. Les projets (qui peuvent durer de 2 à 12 mois) doivent relever des défis au niveau local, régional (mais aussi national) et les causes qui comptent pour les participants. Ils devraient également démontrer la « valeur européenne » – en s'appuyant sur les priorités identifiées par l'UE, telles que l'inclusion, le changement climatique, l'engagement démocratique, la citoyenneté ou l'égalité entre les femmes et les hommes.

Le soutien financier prend la forme de 500 € par mois pour couvrir les coûts de gestion et de mise en œuvre du projet, y compris le coût de la participation d'un coach au projet, si nécessaire. Pour ce faire, il est nécessaire de respecter les délais fixés dans l'appel général à propositions de projets, et de soumettre le projet par une demande formelle.

3. Volontariat dans l'aide humanitaire

À partir de 2022, le corpus européen de solidarité s'est ouvert au monde et propose désormais de nouvelles activités de volontariat transfrontalier à l'appui des opérations d'aide humanitaire dans les pays tiers. Ces projets sont une excellente occasion d'impliquer les jeunes en tant que citoyens actifs, de faire preuve de solidarité envers les personnes dans des pays extérieurs à l'UE qui ont été confrontés à des catastrophes humanitaires ou qui ont besoin d'améliorer leur préparation à d'éventuelles catastrophes futures, tout en acquérant de nouvelles compétences, cultures et modes de vie. Au-delà de la préparation aux catastrophes et des secours post-catastrophe, les projets peuvent couvrir un large éventail de questions, telles que : la promotion de l'égalité des sexes, la protection des femmes et des enfants, la protection des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, la protection des migrants sans papiers, l'atténuation des effets du changement climatique, l'amélioration de la sécurité alimentaire, etc.

Les jeunes qui souhaitent participer à de telles activités doivent s'inscrire sur le portail du corps européen de solidarité. Ce portail offre aux jeunes et aux organisations qui disposent d'une subvention, un lieu où ils peuvent mettre en œuvre des activités et se retrouver.

Le corpus européen de solidarité est géré par la Commission européenne et mis en œuvre sur le terrain par divers organismes :

- Agence exécutive européenne « Éducation et culture » (EACEA) - https://www.eacea.ec.europa.eu/index_en
- Agences nationales dans chaque pays participant - https://youth.europa.eu/solidarity/organisations/contact-national-agencies_en
- SALTOs - <https://www.salto-youth.net/>
- Centre de ressources du corps européen de solidarité - <https://www.salto-youth.net/rc/solidarity/>

EXPÉRIENCE DES PARTENAIRES DE SPRING

Lorsqu'une urgence éclate, des initiatives spontanées de volontariat se produisent souvent ; elles se déploient rapidement sous le coup de l'émotion et de l'élan de solidarité. Des gens ordinaires s'impliquent directement pour fournir de l'aide et de l'assistance sous différentes formes.

Toutes les municipalités partenaires ont vu leurs citoyens et leur personnel se porter volontaires pour aider les personnes les plus vulnérables, en fournissant une assistance pour les courses, la cuisine, la lessive, l'hygiène personnelle, etc. Un exemple récent : au début de la guerre en Ukraine, les gens voyageaient en minibus jusqu'à la frontière, apportaient de l'aide et hébergeaient des familles ukrainiennes chez elles en Bulgarie.

Les institutions interviennent souvent après ces actes spontanés de solidarité, et elles sont extrêmement importantes pour organiser les activités, assurer la continuité de l'assistance, mobiliser des ressources et un soutien du niveau national.

Plateforme d'inscription des volontaires	
<p>L'impulsion spontanée des citoyens a été canalisée par la création d'une plateforme en ligne pour l'inscription des bénévoles sur le site Web de la Ville.</p> <p>Plus de 80 bénévoles se sont inscrits (moyenne d'âge 44 ans), permettant de répondre aux besoins des locaux, avec l'appui des employés du Centre communal d'action sociale, qui ont défini et confié les missions.</p> <p>Les volontaires ont été affectés dans 8 quartiers afin de favoriser la proximité avec les habitants dans le besoin, principalement les personnes âgées, les handicapés et les plus pauvres.</p>	

Service centralisé pour les volontaires de la Protection civile	
<p>Il convient de souligner l'excellent travail de coordination effectué par la Mancomunitat de l'Horta Sud, un gouvernement intermédiaire composé de 20 municipalités voisines, dont Quart de Poblet. La Mancomunitat de l'Horta Sud a créé un service centralisé pour les volontaires de la Protection civile. En raison du faible nombre de bénévoles travaillant dans ces 20 municipalités (4 volontaires dans le cas de Quart de Poblet), la Mancomunitat de l'Horta Sud a décidé de créer un service bénévole commun pour les 20 municipalités. Les principales activités pendant le confinement se sont concentrées principalement sur l'aide aux plus démunis dans chacun des villages.</p> <p>Le nombre de volontaires était d'environ 40-50 personnes.</p>	

Mobile teams

La Croix-Rouge et la municipalité de Stip ont lancé les « équipes mobiles » qui ont servi auprès de 700 utilisateurs entre mars 2020 et mai 2022. Au total, 14 volontaires ont été engagés dans les équipes mobiles.

Ce service a consisté à fournir une assistance logistique aux personnes âgées et fragiles, aux parents isolés, aux malades chroniques, aux familles de personnes handicapées et à d'autres catégories socialement vulnérables, telles que l'achat de produits alimentaires, d'articles d'hygiène, de médicaments et de matériel médical, à effectuer des services au comptoir - régler les factures pour les frais généraux et augmenter les ordonnances médicales.

Pendant l'intensification de la crise covid, les volontaires ont travaillé sur le terrain 7 jours sur 7, avec des équipes supplémentaires pendant les week-ends et les vacances. Le service était gratuit et les citoyens ne couvraient que leurs propres frais d'approvisionnement.

Munis d'un uniforme et d'une pièce d'identité de la Croix-Rouge, les bénévoles enregistraient le montant reçu de l'utilisateur et, après le service, ils retournaient le document fiscal accompagné de la monnaie, le cas échéant. Les commandes étaient traitées au jour le jour, en fonction de la priorité et du degré de vulnérabilité de l'utilisateur.

Au sein du service, une équipe a été mise en place pour fournir un traitement oncologique aux domiciles des patients atteints de cancer. Ce réseau a été développé par la Croix-Rouge au niveau national en coopération avec le ministère de la Santé et la clinique universitaire d'oncologie du centre climatique « Mère Teresa » de Skopje.

En outre, une équipe mobile Covid-19 a été formée, disponible une ou deux fois par semaine pour fournir des services aux personnes infectées par le virus. Cette équipe était équipée des plus hauts standards de soins de santé et suivait les protocoles officiels des autorités sanitaires.

PRINCIPAUX ACTEURS IMPLIQUÉS ET RÉSEAUX COLLABORATIFS

Principaux acteurs impliqués, outre les municipalités :

- Croix-Rouge
- Protection civile

-
- Corps des sapeurs-pompiers
 - ONG, organisations à but non lucratif ou internationales
 - Associations de bénévoles pour tout type de soutien (livraison de biens essentiels, organisation d'activités récréatives en ligne, formation et soutien à distance,..)
 - Commerce / entreprises locales
 - Particuliers
 - Entités religieuses
 - Associations d'entraide

PROBLÈMES CRITIQUES / FAIBLESSES VÉCUS

Les actions bénévoles se sont heurtées à des problèmes critiques similaires :

- Faible coordination entre les organisations ou avec les autorités régionales/nationales
- Dans certains cas, l'absence ou l'inadéquation d'une loi sur le volontariat, ou des protocoles à suivre en cas d'urgence
- La difficulté d'atteindre les familles ou les personnes handicapées peu outillées, que ce soit sur le plan culturel, économique ou informatique, de sorte que beaucoup ont peut-être été laissés sans surveillance.
- Parfois, les volontaires étaient débordés ou craignaient pour leur propre santé et celle des autres. Il y avait donc des moments où aider les personnes âgées était difficile à accomplir.
- Parfois, les nouveaux services n'étaient pas suffisamment connus et les citoyens se méfiaient des bénévoles

FORCES / OPPORTUNITÉS EXPÉRIMENTÉES

Le sens de la communauté a été redécouvert ainsi que la volonté des citoyens de donner de leur temps et de leurs compétences aux personnes vulnérables.

Transformer la pandémie en opportunité

Sous l'impulsion de la solidarité citoyenne, des initiatives populaires et novatrices ont vu le jour, démontrant également l'autonomie et les compétences de gestion qui ont permis une mobilisation rapide des ressources, de l'aide et du soutien.

LEÇONS APPRISSES ET MESSAGES (COMME UNE BOUTEILLE A LA MER...)

Définition des modèles d'intervention

La pandémie a montré que les gens sont prêts à se mettre en danger pour soutenir les personnes dans le besoin et donner un peu de leur temps pour améliorer le bien-être de la communauté. Ce sont des personnes qui, dans la plupart des cas, une fois l'urgence terminée, redeviennent « inactives ». Il serait utile d'étudier des « modèles », réunissant municipalités et organisations bénévoles, d'identifier des points focaux sur le territoire, de maintenir en vie le réseau d'acteurs bénévoles, d'améliorer la capacité des volontaires à s'engager dans de nouvelles situations d'urgence; de fournir un soutien continu à la formation des acteurs clés du volontariat.

De la pandémie à la crise des réfugiés	
<p>Peu de temps après le déclenchement de la guerre en Ukraine, l'école secondaire « St. Kliment Ohridski » (l'école est située dans le centre administratif de la municipalité d'Aksakovo en plein développement, province de Varna) a lancé une initiative caritative « Enfants aidant les enfants ». Elle se poursuit encore aujourd'hui. Il implique les enfants (âgés de 6 à 19 ans), les enseignants et les parents.</p>	
<p>Les objectifs de cette initiative sont les suivants :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Soutenir par l'aide humanitaire les enfants qui fuient la guerre en Ukraine et qui sont hébergés sur le territoire de la Bulgarie2. Les enfants ukrainiens à se sentir les bienvenus et aimés dans notre pays et à traverser plus facilement cette période difficile pour le peuple ukrainien.3. Enseigner aux étudiants bulgares l'empathie, la tolérance et la charité.4. Pour les enfants bulgares qui n'ont pas vu et vécu la guerre, de réaliser et de garder à l'esprit que la guerre est quelque chose de terrible et d'inutile.	
<p>L'événement caritatif est organisé en coopération avec le Centre ukrainien de Varna. Les volontaires du centre résumant les besoins des enfants ukrainiens après leur arrivée en Bulgarie et nous fournissent une liste de l'aide humanitaire nécessaire, que les enseignants présentent aux élèves. C'est ainsi que notre aide reste ciblée et utile au maximum. Ensuite, nous déterminerons le jour où nous accepterons les dons et désignerons un bureau sur le terrain de l'école. L'aide humanitaire est acceptée et</p>	



triée par les enseignants. Ensuite, elle est fournie au Centre ukrainien de Varna à partir duquel elle atteint les enfants ukrainiens et leurs mères.

LA COOPÉRATION AVEC LES ORGANISATIONS DES SOINS DE SANTÉ

2022 Juillet - Stip (MK)



UNION EUROPÉENNE : Soutenir la santé publique

L'UE complète les politiques nationales de santé en aidant les gouvernements locaux de l'UE à atteindre des objectifs communs, à mettre en commun leurs ressources et à surmonter des défis communs. Outre la formulation de lois et de normes à l'échelle de l'UE pour les produits et services de santé, il finance également des projets de santé dans toute l'UE.

La politique de santé de l'UE est axée sur la protection et l'amélioration de la santé, l'égalité d'accès à des soins de santé modernes et efficaces pour tous les Européens et la coordination de toute menace grave pour la santé impliquant plus d'un pays de l'UE. La prévention des maladies et la lutte contre celles-ci jouent un rôle important dans l'attention accordée par l'UE à la santé publique. La prévention touche de nombreux domaines tels

que la vaccination, la lutte contre la résistance aux antimicrobiens, les actions contre le cancer et l'étiquetage responsable des aliments.

Le 30 novembre 2022, la Commission a adopté une nouvelle stratégie de l'UE en matière de politique de santé afin d'améliorer la sécurité sanitaire et d'améliorer la santé de tous dans un monde en mutation. Avec cette stratégie, l'UE renforce son rôle de chef de file et réaffirme sa responsabilité de s'attaquer de front aux principaux défis mondiaux et aux inégalités en matière de santé : le programme inachevé en matière de santé mondiale et de lutte contre les menaces pour la santé à l'ère des pandémies.

La stratégie positionne la santé mondiale comme un pilier essentiel de la politique extérieure de l'UE, un secteur critique du point de vue géopolitique et essentiel à l'autonomie stratégique de l'UE. Il favorise des partenariats durables et significatifs entre égaux en s'appuyant sur le portail Mondial. En tant que dimension extérieure de l'Union européenne de la santé, la stratégie est conçue pour guider l'action de l'UE visant à améliorer la préparation et la réaction aux menaces pour la santé de manière homogène.

La stratégie vise également à améliorer la sécurité sanitaire mondiale, protégeant ainsi les citoyens contre les menaces en renforçant la prévention, la préparation et la réponse, ainsi que la détection précoce. Ces menaces peuvent être chimiques, biologiques ou nucléaires – ou des pandémies, y compris le tueur silencieux qu'est la résistance aux antimicrobiens. La Stratégie propose un large éventail de mesures pour contrer ces menaces :

- un accès plus équitable aux vaccins et aux traitements médicaux en renforçant les systèmes pharmaceutiques locaux et la capacité de fabrication
- Des règles internationales solides et contraignantes sur les pandémies
- Surveillance et détection renforcées des agents pathogènes
- une approche globale qui aborde tous les liens entre l'environnement, la santé animale/végétale et la santé humaine (« approche « Une seule santé »)

En réponse à la pandémie de COVID-19, l'UE a adopté le programme EU4Health pour renforcer la préparation aux crises. La pandémie a mis en évidence la fragilité des systèmes de santé nationaux. Le programme EU4Health entend contribuer aux défis sanitaires à long terme en mettant en place des systèmes de santé plus solides, plus résilients et plus accessibles.

Instituée par le règlement (UE) 2021/522, EU4Health apporte une valeur ajoutée européenne, et complète les politiques des États membres pour poursuivre quatre objectifs généraux, représentant les ambitions du programme, et dix objectifs spécifiques représentant les domaines d'intervention:

- Améliorer et favoriser la santé
 - o Promotion de la santé et prévention des maladies, en particulier le cancer
 - o Initiatives et coopération internationales en matière de santé
- Protéger les personnes
 - o Prévention, préparation et réaction aux menaces transfrontières pour la santé

-
- o Compléter la constitution de stocks nationaux de produits essentiels en cas de crise
 - o Création d'une réserve de personnel médical, de soins de santé et de soutien
 - Accès aux médicaments, aux dispositifs médicaux et aux produits en situation de crise
 - o Veiller à ce que ces produits soient accessibles, disponibles et abordables
 - Renforcer les systèmes de santé
 - o Renforcer les données de santé, les outils et services numériques, la transformation numérique des soins de santé
 - o Améliorer l'accès aux soins de santé
 - o Élaboration et mise en œuvre de la législation de l'UE en matière de santé et prise de décision fondée sur des données probantes
 - o Travail intégré entre les systèmes de santé nationaux

Le 22 novembre 2022, la Commission européenne a adopté le programme de travail EU4Health 2023.

Doté d'un budget de 735,8 millions d'euros, ce programme de travail permettra de progresser rapidement dans la mise en œuvre des actions prioritaires liées à la poursuite du développement de l'Union européenne de la santé. Il s'agit notamment d'actions liées au renforcement de la résilience de l'UE face aux menaces transfrontières pour la santé et à la mise en œuvre de l'espace européen des données de santé, de la stratégie pharmaceutique pour l'Europe et du plan européen de lutte contre le cancer, ainsi que du financement des réseaux européens de référence, des efforts visant à relever les défis en matière de santé mentale et de la santé mondiale.

Le programme de travail soutiendra également les urgences liées à la santé en raison de la guerre de la Russie contre l'Ukraine. En juillet de cette année, la Commission européenne a signé un accord d'association avec les autorités ukrainiennes, ouvrant le financement de l'accès au programme EU4Health.

EXPÉRIENCE DES PARTENAIRES SPRING

Les municipalités ne gèrent pas d'unités de soins de santé et ne sont pas responsables de l'organisation du système de santé, qui reste de la responsabilité des autorités régionales ou nationales. Les compétences municipales sont davantage liées à la promotion des comportements de santé, comme le programme anti-alcool, le programme de prévention de la toxicomanie, le contrôle sanitaire de l'environnement (pollution atmosphérique, approvisionnement en eau, traitement des eaux usées, déchets urbains et industriels), le contrôle sanitaire des bâtiments et des lieux de vie, ...

Pendant la pandémie, les municipalités ont été le lien entre les principaux hôpitaux et la population, en particulier pour la transmission des informations pertinentes. En outre, ils ont géré la distribution de matériel médical, fourni des espaces pour les soins médicaux, collaboré pour la mise en place et la gestion des points de vaccination et différents types

d'activités liées à la santé pour garder la population informée, active, et en bonne condition mentale (cours de sport, ateliers). Après l'infection par le Covid, les municipalités ont souvent assuré une aide psychologique aux personnes.

PRINCIPAUX ACTEURS IMPLIQUÉS ET RÉSEAUX COLLABORATIFS

- Hôpitaux et centres médicaux
- Autorités régionales et nationales
- Service de santé publique
- Pharmacies, médecins
- Service social
- Croix-Rouge
- Hôtels / Centres de santé
- Etablissement thermal
- Police locale
- Travailleur social

PROBLÈMES CRITIQUES / FAIBLESSES VÉCUES

En général, l'ensemble des systèmes de santé des pays partenaires a souffert, en particulier au cours des premiers mois de faible coordination entre les hôpitaux, de manque de personnel et d'équipement pour faire face à une situation aussi extrême que cette pandémie.

<p>Aksakovo https://www.vbox7.com/play:04a59c5086</p>	
<p>Burgazlia Plamen Zhekov a créé un système dans lequel il est possible de voir en temps réel combien de lits libres il y a dans quel hôpital. Il peut également devenir une plate-forme nationale à laquelle de futurs hôtels peuvent être ajoutés. Zhekov a fait don du code à la municipalité de Burgas et à l'inspection sanitaire.</p> <p>Plamen Zhekov est un programmeur indépendant et crée des logiciels depuis des années. Un matin, il voit un reportage télévisé dans lequel le propriétaire d'un hôpital privé de la ville appelle à un système similaire pour aider à résoudre le chaos de lits vacants qui en résulte. Fait le logiciel en peu de temps à partir de vendredi dernier et lundi, il est opérationnel :</p>	

« C'est basé sur le Web. Il peut être consulté à partir de n'importe quel appareil mobile, tablette ou ordinateur. Un administrateur crée les comptes. Il les envoie aux hôpitaux et ils mettent à jour leurs informations. Le système a été remis à la municipalité de Burgas, qui l'a remis au ministère de la Santé, et s'ils le décident, ils peuvent également inclure les autres municipalités », a déclaré le programmeur.

Le système est maintenant opérationnel et les autorités sanitaires peuvent surveiller en temps réel où et combien de lits sont disponibles afin que les patients ne soient pas transportés d'urgence à l'hôpital. Il est destiné aux institutions, pas aux citoyens.



Plamen Zhekov est conscient qu'il aurait pu profiter de ce système, mais ce n'est pas son objectif : « En ces temps difficiles, nous devons aider. Vous ne vivez pas avec de l'argent, vous vivez avec des gens », explique le jeune homme.

« Après des publications dans les médias, j'ai été contacté par une personne qui s'occupe de l'organisation d'une municipalité dans la région du Tyrol, en Autriche. Il a précisé qu'ils avaient un problème similaire à celui que nous avons », dit Zhekov.

« Ils m'ont demandé s'ils pouvaient traduire le système en allemand et l'utiliser également. J'ai accepté et je l'ai fourni.

Dans certains cas, la cellule de crise mise en place par l'administration de la ville n'impliquait, ni l'hôpital, ni d'autres entités sanitaires, comme les thermes. Cette expérience a mis en évidence la nécessité de travailler dans une collaboration plus organisée comme cela se fait pour les catastrophes naturelles, par exemple.

FORCES / OPPORTUNITÉS EXPÉRIMENTÉES

Le partage d'informations entre le centre de santé et la mairie a été fondamental pour le bien-être de l'ensemble de la population, car ils ont pu unir leurs forces pour mettre en œuvre des mesures qui profitent à tous.

Elisabetta Alliata

Direttore Medico del Presidio Ospedaliero di Borgomanero

Les rencontres entre les opérateurs de santé et les représentants du conseil municipal (formelles ou informelles) ont facilité la collaboration. L'utilisation des canaux d'information de la mairie pour la diffusion de communications et d'alertes ou d'informations sanitaires a été très utile et efficace. D'autres expériences efficaces ont été le partage des rapports quotidiens sur les infections, l'utilisation d'un seul porte-parole du service de santé publique, l'engagement des étudiants en médecine en tant que bénévoles.

LEÇONS APPRISSES ET MESSAGES (COMME UNE BOUTEILLE A LA MER...)

Au-delà des meilleures pratiques que nous pouvons diffuser au niveau national et européen, la question de la protection de la population et de l'adaptation nécessaire aux institutions sanitaires et publiques devrait impliquer un travail législatif et réglementaire, car l'effort devrait être général et équitablement réparti entre toutes les parties prenantes. Ce serait également un moyen de faire en sorte que les organisations travaillent plus rapidement et plus efficacement. En ce qui concerne le COVID 19, la nécessité de réfléchir et d'organiser la protection des citoyens, souvent avec de nombreuses différences d'un pays à l'autre, a entraîné une perte de temps et causé des victimes en raison du manque de lits assignés, de médicaments et de ressources accessibles immédiatement.

ACTIONS DE SOLIDARITÉ ENVERS LES FAMILLES DANS LE BESOIN

2022 Septembre - Dignes-les-Bains (FR)



L'UNION EUROPÉENNE POUR LES AFFAIRES SOCIALES ET L'INCLUSION

Les politiques sociales relèvent de la compétence des États membres nationaux : l'action de l'Union Européenne vise principalement à soutenir les États membres et à atteindre des objectifs sociaux, tout en mettant en œuvre le processus global d'intégration européenne.

La Commission européenne finance des projets liés à l'emploi, aux affaires sociales et à l'inclusion sociale par le biais de différents programmes de financement, dont, en premier

lieu, le Fonds social européen (FSE+), dont l'objectif est de contribuer à améliorer les perspectives professionnelles de tous les citoyens européens, en particulier ceux en situation de précarité ou d'exclusion. Créé en 1957, il est le principal instrument de promotion de l'emploi et de l'inclusion sociale. Il aide les citoyens à trouver un emploi (ou un meilleur emploi), favorise l'insertion des jeunes et des seniors exposés au chômage ou éloignés du marché du travail (personnes handicapées, personnes moins qualifiées, etc.). Les autres fonds sont le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM), le programme pour l'emploi et l'innovation sociale (EaSI), pour ne citer que les plus pertinents.

Dans le cadre du projet SPRING, nous avons pris en considération les programmes CERV et INTERREG car ils semblent les plus adaptés à la poursuite de la coopération internationale de nos partenaires.

Le programme CERV vise à soutenir et à développer des sociétés ouvertes, fondées sur les droits, démocratiques, égalitaires et inclusives fondées sur l'état de droit. Cela inclut une société civile dynamique et autonome, encourageant la participation démocratique, civique et sociale des citoyens et cultivant la riche diversité de la société européenne, sur la base de nos valeurs, de notre histoire et de notre mémoire communes.

Le programme CERV repose sur quatre piliers :

- Égalité, droits et égalité des genres - promouvoir les droits, la non-discrimination, l'égalité (y compris l'égalité des sexes) et faire progresser l'intégration de la dimension de genre et de la non-discrimination
- Engagement et participation des citoyens - promouvoir l'engagement et la participation des citoyens à la vie démocratique de l'Union, les échanges entre citoyens de différents États membres et la sensibilisation à l'histoire européenne commune
- Daphné - lutter contre la violence, y compris la violence fondée sur le genre et la violence à l'égard des enfants
- Valeurs de l'Union - protéger et promouvoir les valeurs de l'Union

Les organisations de la société civile actives aux niveaux local, régional, national et transnational, ainsi que d'autres parties prenantes, peuvent demander à recevoir un financement CERV pour des initiatives visant à l'engagement des citoyens, à l'égalité pour tous et à la protection et à la promotion des droits et des valeurs de l'UE.

Le financement est accordé dans le cadre d'une série d'appels de propositions annuels.

Actions financées :

- Activités de formation, renforcement des capacités, apprentissage mutuel, ateliers, réunions d'experts, conférences.
- Activités de sensibilisation et de diffusion, campagnes médiatiques.
- Activités analytiques, telles que les études, les recherches, les enquêtes et les évaluations.

INTERREG : dans ses différentes déclinaisons territoriales (transfrontalières, transnationales, interrégionales), cette famille de programmes de financement soutient des actions en faveur des personnes vulnérables, l'amélioration des politiques structurelles locales et le soutien à l'expérimentation d'actions d'innovation sociale.

L'urgence a engendré de nouvelles fragilités et aggravé les fragilités existantes (par exemple, 56 % des emplois perdus en raison de la pandémie étaient des emplois de femmes). Dans le même temps, la pandémie a déclenché une véritable révolution (par exemple, flexibilité horaire / travail intelligent / travail agile) et a donné lieu à des solutions d'innovation sociale pour répondre à des urgences spécifiques. Le rôle fondamental des communautés a également été redécouvert. Par conséquent, les politiques et les programmes de financement doivent également être lus sous l'angle des nouveaux besoins.

EXPÉRIENCE DES PARTENAIRES SPRING

Compte tenu du principe de subsidiarité, la municipalité est responsable des fonctions administratives concernant les interventions sociales menées au niveau local : la pandémie a mis en évidence le rôle de premier plan de la municipalité dans la fourniture de services à la communauté. Mais elle a également mis en évidence la nécessité de repenser le rôle des collectivités locales dans la gestion des services sur le territoire.

Le dispositif d'aide sociale de la commune n'était pas entièrement préparé à une expérience aussi difficile. Au début, il y avait beaucoup de préoccupations concernant la santé et la sécurité des employés qui travaillent sur le terrain au quotidien, directement avec les personnes qui ont besoin d'aide pour satisfaire leurs besoins. Des préoccupations ont également été soulevées concernant la sécurité des personnes qui ont eu recours aux services de soins. Il s'agissait de personnes qui n'ont pas quitté leur lieu de résidence et les personnes qui ont fourni les services constituaient une menace potentielle pour elles. Nous ne pouvions pas laisser ces personnes se débrouiller seules, car elles sont pour la plupart seules, alitées ou ont du mal à entrer et sortir de l'appartement. Dans cette situation, il n'a pas été possible de limiter les contacts directs comme dans c'est le cas pour les travailleurs sociaux et administratifs.

L'une des premières mesures mises en œuvre a été le renforcement des services sociaux municipaux, afin de faciliter la gestion des demandes et l'intensification des services, en particulier pour les personnes âgées et les familles dans le besoin. En outre, partout un ensemble de mesures sociales a été conçu pour renforcer l'offre existante.

Centre Communal d'Action Sociale

<https://www.dignelesbains.fr/centre-communal-action-sociale/>

Marie-Laure Kergadallan

Director of the Centre Communal d'Actions Social de Digne-les-Bains



Le CCAS permet la mise en œuvre de la politique sociale et sanitaire de la ville ; en particulier, il assure :

- Solidarité avec les plus vulnérables
- Service sociaux
- Information et prévention
- participation à des actions en partenariat avec d'autres partenaires (Etat, Associations, hôpital, sécurité civile, pompiers, etc.)
- coordination des différents types d'intervenants (associations, bénévoles, adaptation aux besoins)

Il est géré par un conseil d'administration, présidé par un élu et un directeur.

Pendant la pandémie, le CCAS a travaillé en étroite collaboration avec le service de prévention et de sécurité de la ville et, en général, pour soutenir la municipalité dans la gestion globale de la crise : instructions et conseils aux services, à tous les agents, aux écoles ; communication permanente avec les services de l'Etat (Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence) ; mise en place d'un centre de vaccination au Palais des Congrès, tout en apportant des moyens humains et matériels supplémentaires pour renforcer ceux fournis par l'Etat et l'Hôpital ; mobilisation des volontaires : création d'une cellule d'écoute pour les personnes les plus vulnérables, appels téléphoniques aux personnes dans le besoin, questionnaire pour évaluer les besoins (médicaments, courses, livres, masques, vaccination, autres besoins, etc.) ; des lettres d'information dans chaque boîte aux lettres, afin d'informer tout le monde, même les personnes vulnérables qui n'ont pas encore été identifiées et qui n'ont pas demandé d'aide ; distribution de masques aux personnes et aux familles vulnérables; faire campagne auprès des plus vulnérables (familles, personnes âgées, personnes atteintes de comorbidités) pour les inciter à se faire vacciner.

En outre, le CCAS a géré un suivi hebdomadaire des personnes vulnérables enregistrées et a assuré les services d'assistance, malgré les risques.

Le soutien municipal aux familles et aux personnes en difficulté a été mis en œuvre selon trois axes : communication, livraison de nourriture, de médicaments et de biens essentiels, renforcement de l'économie locale.

- Communication

En général, dès le début de l'urgence, des lignes téléphoniques gratuites et dédiées ont été ouvertes pour garantir des canaux directs auprès de la population, ainsi que la

communication d'informations sur des initiatives comme, par exemple, des activités commerciales disponibles pour les livraisons à domicile.

Les municipalités ont utilisé tous les types de canaux de communication, en tenant compte de la fracture numérique et en traitant les demandes par le biais d'échanges téléphoniques.

- Livraison de nourriture, de médicaments et de biens essentiels

L'activité la plus importante a sans aucun doute été la distribution d'aide alimentaire aux familles dans le besoin grâce également à des ressources nationales supplémentaires, à des fonds municipaux et aux fonds collectés grâce à l'ouverture d'un compte courant dédié ou à des campagnes de collecte de fonds spécifiques.

L'objectif principal était de fournir des biens et des services de base aux personnes et aux familles les plus vulnérables afin d'éviter l'extrême pauvreté, ainsi que les problèmes sociaux et économiques chroniques. De même, l'aide économique destinée directement aux familles a servi de soutien crucial pour maintenir leur qualité de vie et maintenir leur situation financière à flot, évitant ainsi l'extrême pauvreté, les défauts de paiement et la famine.



Les résultats obtenus sont satisfaisants. Bien qu'il y ait eu de nombreux obstacles et problèmes à affronter, tous les services de base aux familles ont été couverts et l'impact économique du confinement a été bien atténué. Parmi les nombreuses mesures et initiatives, il est important de mentionner la modification des critères d'octroi des prestations sociales. Grâce à cela, de nombreuses familles menacées de pauvreté et d'exclusion sociale pendant le confinement ont pu recevoir un soutien économique pour

faire face aux besoins fondamentaux tels que les remboursements d'emprunts, le paiement du loyer et les fournitures de base, comme l'énergie.

Patronage care + in Aksakovo



L'objectif de l'opération est de fournir un soutien à travers la fourniture de soins à domicile pour les personnes âgées et handicapées à travers des services à domicile, ainsi qu'un soutien à l'adaptation des services sociaux délégués par l'État et des activités en réponse aux défis sans précédent liés à la propagation du COVID-19.

À partir du 01.05.2020, la municipalité a commencé à soutenir les familles dans le besoin en raison de l'épidémie de Covid-19. L'objectif principal était d'aider les gens à surmonter la maladie et les conséquences de l'isolement social. Le centre régional de santé envoyait chaque matin la liste des malades : les greffiers du service d'enregistrement civique vérifiaient l'état familial des personnes (mariées, célibataires, seules, enfants...) et appelaient pour vérifier l'état de la personne malade ainsi que celle de l'autre membre de la famille. Le Patronage Care+ a pris en charge les groupes les plus vulnérables comme les personnes âgées (le groupe d'âge principal était les personnes âgées vivant seules au-dessus de 60 ans), les personnes malades, la famille en quarantaine. Les principales activités étaient la livraison de biens et de médicaments, le paiement des factures des ménages, l'aide à la réception de services administratifs urgents.

Dans le cadre des défis sans précédent associés à la pandémie de COVID-19, des ressources supplémentaires étaient nécessaires pour prévenir et sécuriser l'accès aux services pour les personnes vulnérables, y compris les personnes handicapées ou ayant besoin d'un soutien pour prendre soin d'elles-mêmes, qui sont les plus à risque de COVID-19, ainsi que les personnes en quarantaine. Il a été identifié un besoin accru de fournir des services à domicile dans le contexte de la situation épidémique émergente dans l'ensemble du pays. Les activités développées visaient à fournir des services courants aux personnes ayant des besoins sociaux et à protéger ainsi l'intérêt public et à répondre aux besoins de la population pour prévenir la propagation de la COVID-19.

Comme le long isolement nuit à la santé mentale des personnes, et à partir d'avril 2021, il a été ajouté une proposition d'aide psychologique pour les personnes en période post-covid. Les familles pouvaient visiter le Centre dédié au soutien communautaire pour recevoir l'aide de psychologues.

A partir du 01.05.2020, le « Patronage care + » a aidé 442 personnes, grâce à son personnel de 35 personnes (assistants sociaux, infirmières, psychologues, coordinateurs, chauffeurs).

- Renforcement de l'économie locale

Outre la fourniture de biens essentiels, les municipalités ont conçu des aides économiques extraordinaires pour revitaliser le dynamisme économique et les entreprises locales, grâce auxquelles beaucoup de ces familles ont obtenu leurs revenus et leurs produits de première nécessité.

<p>Plan de relance économique et sociale de la municipalité</p> <p>http://www.quartdepoblet.org/portal/p_20_contenedor1.jsp?seccion=s_fnot_d4_v1.jsp&contenido=10067&tipo=8&nivel=1400&layout=p_20_contenedor1.jsp&codResi=1&language=es</p>	
<p>Plan de réduction de la fracture numérique financé à hauteur de 12.000 euros pour acheter des outils numériques aux familles et aux personnes dans le besoin. Apporter des tablettes et des ordinateurs portables aux élèves dans le besoin.</p> <p>Un montant de 150.000 € pour aider les entreprises des travailleurs indépendants. Qui consiste en une campagne de promotion de la consommation locale par la carte CQ+, un avantage à acheter dans le commerce local, et aussi une aide économique de 566 € pour chacune des 214 entreprises sélectionnées dans ce cas, ainsi qu'en un encouragement de la population locale à consommer dans le commerce local par des campagnes de sensibilisation à travers la conception d'affiches et la diffusion à travers les réseaux sociaux.</p> <p>En 2021, nous avons appliqué le Plan Resistir, qui consiste en un montant de 612.514 € pour apporter des aides économiques aux entreprises locales jusqu'à 4.000 € pour chaque entreprise. Ce plan a été possible grâce à la collaboration entre les administrations, c'est pourquoi il est cofondé avec la Generalitat et la Diputació de Valencia ainsi que la mairie elle-même qui a collaboré avec 91.877 €. Chaque entreprise qui a demandé et obtenu l'allocation a obtenu 2.000 € dans le cas des indépendants, et 200 € supplémentaires pour chaque travailleur à charge affilié à la Sécurité sociale jusqu'à un maximum de 10.</p> <p>Réduction de 100% de certaines taxes liées aux licences commerciales. Spécialement la taxe sur les terrasses de bar.</p> <p>Un plan de relance économique sur la promotion de l'emploi financé à hauteur de 600.000 € pour stimuler l'emploi, améliorer les capacités des jeunes à trouver un emploi, des ateliers d'emploi, une orientation du travail et des incitations pour les entreprises qui génèrent un emploi stable.</p>	

Subventions aux entités sociales.

a 1,5m de tu lado

Más cerca de ti 

— 1,5 millones de euros.
Plan de recuperación económica y social del municipio y de su tejido empresarial y comercial.

Plan Municipal de Recuperación

1,5 millones de euros

2020

ADJUNTAMENT DE Quart de Poblet

961536210

WHATSAPP 967918320

APP

The infographic features a large red circle containing a red house icon with an upward-pointing arrow. The background is a green and white checkered pattern. At the bottom, there are logos for the town council, a phone number, WhatsApp, and an app.

- Services extraordinaires

De nouveaux services sont apparus, grâce à la créativité des services municipaux et aux bonnes relations avec les acteurs locaux.

La vie après COVID - soutien psychologique pour les enfants et les familles touchés par la crise épidémiologique

<https://www.concordia.bg/napravlениya/novini/podrobnosti/zhivot-sled-kovid-proekt-v-pomoshch-na-semeistva-izplnjavan-po-programa-iris/>



Au début du mois d'août 2020, la Fondation Concordia Bulgarie a commencé ses activités dans le cadre du projet « La vie après COVID - soutien psychologique pour les enfants et les familles touchés par la crise épidémiologique », financé dans le cadre du programme « IRIS » de la Fondation « Atelier pour les initiatives civiles ».

Le projet vise, au cours des 6 prochains mois, à renforcer les relations familiales dans les communautés à risque touchées par la crise COVID-19. Au cours du projet, nous avons travaillé avec 50 enfants dans les districts métropolitains d'Orlandovtsi et de Zaharna Fabrika. Nous avons soutenu les familles nécessiteuses par le biais de diverses ressources - fourniture de nourriture, de vêtements et de chaussures aux enfants, soutien éducatif, consultations avec un psychologue, un travailleur social et un travailleur familial. Toutes les activités ont visé à renforcer les relations entre les enfants et les parents, à accroître les capacités parentales en mettant l'accent sur la prise en charge des situations stressantes, à surmonter les déficits et les difficultés scolaires des enfants et à prévenir les violations des droits de l'enfant pour un environnement familial meilleur et plus sain.

Le programme « IRIS » soutient des projets d'organisations civiles, de centres communautaires et de groupes d'initiative pour aider les enfants vulnérables touchés par la COVID-19 et leurs familles. Le programme a été créé à l'initiative du Forum des donateurs bulgares, du Réseau national pour les enfants et de la Fondation « Atelier pour les initiatives civiques ». Il est géré par la Fondation Workshop for Civic Initiatives.

Support the Seniores in Ziebice



En raison de la persistance de l'épidémie de Covid-19 en 2020, et compte tenu du souci de la sécurité des personnes âgées, la commune de Ziębice a décidé de commencer la mise en œuvre du programme « Soutenir les aînés » dans le cadre du Corps de solidarité pour l'aide aux personnes âgées. Le programme a été mis en œuvre par le Centre municipal et communal de protection sociale de Ziębice. Le programme a également été poursuivi en 2021.

Le programme « Wspieraj Seniora » visait à apporter un soutien financier aux municipalités dans le cadre de la prestation de services de soutien aux personnes âgées qui, au vu de l'état courant de l'épidémie, ont décidé de rester chez elles. Grâce à la mise en œuvre du programme mentionné ci-dessus, les personnes âgées ont reçu une aide dans les activités de la vie quotidienne. Le soutien consistait, entre autres, en la livraison des achats, conformément avec les besoins exprimés par la personne âgée, y compris les nécessités de base, y compris l'épicerie, les produits d'hygiène personnelle.

Les activités des travailleurs sociaux se concentrent non seulement sur l'octroi de prestations afin d'atténuer les difficultés des personnes et des familles qu'ils rencontrent quotidiennement, mais aussi sur le travail social individuel, qui vise à rétablir la capacité de fonctionner indépendamment des personnes ayant recours à

l'aide sociale. Cette activité vise à faciliter le fonctionnement des individus et des familles et à développer l'estime de soi en utilisant les opportunités inhérentes aux personnes et aux ressources de la communauté locale.

Le groupe le plus important de bénéficiaires de l'aide sociale sont les familles touchées par le chômage et la pauvreté. Les autres problèmes très courants sont les maladies et les incapacités à long terme ou graves. Un groupe important est constitué de familles pour lesquelles l'aide est fondée sur l'absence d'aide en matière de soins, d'éducation et de gestion du ménage. Cependant, très souvent, les familles ont du faire face à plusieurs difficultés simultanées.

PRINCIPAUX ACTEURS IMPLIQUÉS ET RÉSEAUX COLLABORATIFS

Principaux acteurs impliqués, outre les municipalités :

- Différents services municipaux: en plus des employés municipaux du secteur social, les employés d'autres secteurs ont également collaboré à la gestion et à la réalisation d'activités extraordinaires en faveur de la population dans le besoin.
- Protection civile
- Organisations internationales ou à but non lucratif
- Associations de bénévoles
- Commerce / entreprises locales
- Particuliers
- Entités religieuses

PROBLÈMES CRITIQUES / FAIBLESSES VÉCUS

L'un des défis les plus difficiles était la fracture numérique. De nombreuses personnes, en particulier les personnes âgées, ont eu beaucoup de mal à obtenir de l'aide et des services de base en raison du manque de connaissances informatiques, de capacités et de matériel pour interagir avec l'administration de la ville et demander les aides socio-économiques par des applications numériques. Bien que les initiatives et les mesures élaborées par les municipalités aient été menées avec succès, la fracture numérique a été un obstacle et un défi qui a ralenti la rapidité et l'efficacité des services. Il est nécessaire de préparer davantage d'outils à distance / électroniques pour faire face à une situation similaire à l'avenir, mais sans oublier que les aspects sociaux, en particulier le besoin de contacts personnels.

Une autre faiblesse a été constatée dans le manque de souplesse réglementaire. Dans les situations d'urgence, il devrait être possible de modifier les critères d'éligibilité à l'aide, afin que les nouveaux besoins puissent être satisfaits en temps utile.

FORCES / OPPORTUNITÉS EXPÉRIMENTÉES

En général, les municipalités et leurs réseaux ont répondu rapidement aux citoyens dans le besoin, même dans une situation où il n'était pas possible pour les gens d'avoir un accès matériel aux bureaux municipaux. Il est important d'avoir déjà des collaborations dans ce domaine, même formalisées, avec certains acteurs sociaux significatifs, afin de pouvoir les actionner rapidement en cas d'urgence.

La réponse du territoire (volontariat organisé et non organisé, entreprises, etc.) a également été très rapide : différents acteurs se sont mis en réseau pour collecter des fonds ou mener des interventions ensemble en faveur des citoyens dans le besoin grâce également à la présence d'organisations déjà impliquées dans ce sens.

Dans ce genre de situation, la disponibilité des fonds peut faire la différence ainsi que le consensus politique sur le transfert de la part du budget municipal au service des plus nécessiteux.

Transformer la pandémie en opportunité

L'administrateur local ne peut plus compter exclusivement sur la gestion financière des ressources municipales. Il est nécessaire de promouvoir une culture civile et solidaire visant à accroître l'autonomisation, la responsabilité sociale et la coopération entre les individus, notamment par le développement d'activités productives et le renouvellement des institutions. Il est temps de passer d'une idéologie de bien-être à une idéologie participative, dans laquelle la contribution active de la communauté se manifeste.

De cette manière, les autorités locales, en développant de nouvelles compétences professionnelles, peuvent assumer un rôle de plus en plus spécifique dans la co-conception, la coordination et la promotion d'initiatives sociales innovantes, et ainsi mieux répondre en cas de nouvelles urgences.

LEÇONS APPRISSES ET MESSAGES (COMME UNE BOUTEILLE A LA MER...)

Définition de modèles

Systématiser les solutions nées de l'urgence : sur la base des actions spontanées survenues pendant la pandémie, évaluer la possibilité de définir des modèles durables afin de ne pas courir le risque de perdre ce qui a été acquis positivement. Il est nécessaire de tirer les leçons de l'expérience dans différents contextes et de proposer des modèles innovants.

Approche holistique

L'expérience acquise pendant la pandémie montre comment une attitude coopérative entre les institutions, les citoyens, la société civile et les activités productives peut établir des solutions « gagnant-gagnant » dont tous les partenaires sociaux bénéficient.

La meilleure stratégie semble promouvoir le principe de subsidiarité, en favorisant la capacité d'intervention des entités les plus proches de la racine du problème, à celles qui sont les plus à même d'identifier et de répondre aux besoins réels des citoyens.

L'objectif final devrait être la construction d'un nouveau bien-être, un bien-être communautaire, caractérisé par le bien-être économique, les relations sociales et la qualité des services offerts, et géré avec une vision managériale et flexible pour pouvoir répondre aux nouveaux défis.

Communauté de pratique

Soutenir la mise en place de « communautés de pratique pour le bien-être territorial ». Quel que soit le contexte territorial (urbain, rural, montagneux, ...). En s'appuyant sur les réseaux locaux mis en place pendant la pandémie, fournir des ressources et une assistance technique aux laboratoires d'innovation sociale visant à introduire de nouveaux services (ou à améliorer les services existants) résultant de la collaboration public-privé. Les faiblesses mises en évidence devraient être surmontées par l'ajout d'une formation spécifique, de ressources pour l'analyse des besoins et d'une assistance technique pour la conception et la mise à l'essai de nouvelles façons de fournir des services sociaux aux citoyens.

Du Covid à l'urgence des réfugiés	
La commune de Ziębice a immédiatement commencé la mise en œuvre de l'aide aux réfugiés qui ont afflué dans le pays en provenance des régions déchirées par la guerre en Ukraine. Au début, la collecte des choses les plus nécessaires (nourriture, articles d'hygiène, couvertures, sacs de couchage, etc.) a été organisée. Ensuite, les conseils de village ont commencé à préparer des centres communautaires villageois pour accueillir les réfugiés. Le bâtiment de l'ancien lycée de Ziębice a également été	

préparé dans le but d'héberger temporairement des citoyens ukrainiens. Des particuliers ont également exprimé leur volonté d'accueillir des réfugiés.

Dès le début, un personnel composé de nombreuses personnes, de représentants d'organisations, d'écoles et d'un groupe très impliqué de personnes privées participant activement à des activités en faveur des réfugiés d'Ukraine a opéré à l'hôtel de ville de Ziębice. L'association Ziębice Janine a lancé une collecte de fonds qui a permis l'achat de dispositifs médicaux et de matériaux pour deux communes ukrainiennes. Entre-temps, un point de collecte de dons pour les réfugiés a été établi au Centre culturel Ziębice.

Les travailleurs sociaux et les employés administratifs du Centre municipal et communal de protection sociale de Ziębice ont commencé à accepter les diverses demandes de biens et services au bénéfice des réfugiés d'Ukraine. La loi spéciale du 12 mars 2022 sur l'assistance aux citoyens ukrainiens dans le cadre d'un conflit armé sur le territoire de cet État, adoptée par la Diète, prévoyait, entre autres, des subventions pour le logement des Ukrainiens (mises en œuvre par la mairie de Ziębice) et la possibilité de demander des allocations et avantages similaires auxquels les citoyens polonais ont droit. Les avantages les plus importants pour les réfugiés d'Ukraine comprenaient des prestations familiales qui couvraient les besoins financiers fondamentaux des familles. Ils sont accordés aux Ukrainiens dans les mêmes conditions que les citoyens polonais, mais ils sont principalement dus aux réfugiés entrés légalement en Pologne à partir du 24 février 2022.

Conformément à la nouvelle loi, les réfugiés d'Ukraine peuvent compter sur l'aide sociale, qui est fournie sans l'habituel entretien d'évaluation. Il comprend diverses prestations, y compris des prestations en espèces (il peut s'agir d'allocations permanentes, temporaires ou ad hoc, couvrant les besoins vitaux de base) et des prestations non pécuniaires (par exemple, nourriture, vêtements, etc.) pour les personnes et les familles ayant les revenus les plus faibles ou sans moyens de subsistance, c'est-à-dire exposées au risque de pauvreté dans les situations de vie les plus difficiles.

Immédiatement après l'entrée en vigueur des dispositions légales pertinentes, les travailleurs sociaux du Centre municipal de protection sociale de Ziębice ont commencé à accepter les demandes d'allocation unique d'un montant de 300 zlotys polonais, qui est due pour chaque membre de la famille venu en Pologne. Cet argent est destiné à aider à financer les dépenses les plus urgentes nécessaires pour vivre dans les premiers jours de séjour en Pologne, par exemple pour la nourriture, les vêtements, les chaussures, les produits d'hygiène personnelle ou les frais de logement.

L'IMPORTANCE DE LA COOPÉRATION

2022 Décembre - Bad Mergentheim (DE)



Atanas Stoilov - Mayor of Aksakovo Municipality

Une nouvelle prise de conscience de l'importance des communautés locales est apparue au cours de la pandémie, en particulier lors des premières fermetures d'urgence. Administrateurs, fonctionnaires, experts et bénévoles ont collaboré au niveau local au-delà des frontières et des compétences d'une seule institution.

La pandémie a également été une période où de nombreux mouvements de base ont été lancés par des individus ou des groupes de citoyens : couture de masques et de tabliers dans des maisons privées pour répondre immédiatement au manque absolu d'équipements de protection individuelle ; collecte de nourriture et de médicaments pour aider les personnes isolées ou les groupes vulnérables ; livraison de repas au personnel de

santé ; prise en charge de parents avec de jeunes enfants ; organisation de groupes d'étude,...

Cependant, la culture civique et le sens de la communauté doivent être entretenus en renforçant la société civile, en soutenant la coopération entre les différents acteurs et en fournissant une formation spécifique aux fonctionnaires et aux volontaires. Grâce à l'urgence du coronavirus, nous avons tous acquis une grande expérience qui doit maintenant être enrichie par l'éducation et la formation spécifique. Les citoyens doivent jouer leur rôle dans le processus de protection civile, car le sens des responsabilités des individus est la base de toute action future.

Alors que le projet SPRING touche à sa fin, les partenaires s'interrogent sur l'utilisation du travail réalisé, afin qu'il ne reste pas une simple vitrine de solutions : que se passerait-il aujourd'hui si une nouvelle crise éclatait ? Quel serait le rôle de la municipalité ? Qu'ont appris les administrations ?

SPRING a mis en évidence que les municipalités n'ont pas internalisé les solutions adoptées ou testées lors de la pandémie COVID-19. Les investissements réalisés, par exemple, dans la numérisation des services ou l'accélération de l'adoption de solutions de travail ou de mobilité intelligentes restent certainement d'actualité. Cependant, de nombreuses idées et solutions innovantes qui ont émergé pendant cette période, ainsi que les ressources humaines, techniques et financières qui ont été mobilisées pour répondre à l'urgence, ont été largement oubliées.

Les raisons de cette faiblesse peuvent être attribuées à un ensemble de causes émotionnelles et contingentes et à un ensemble de causes objectives et structurelles.

Parmi les premières, on peut d'abord noter qu'une fois l'urgence et la pression de l'opinion publique passées, les municipalités sont revenues à la normalité et à la gestion ordinaire de leurs activités et de leurs services. Il y a un manque de volonté politique interne pour pousser à un changement organisationnel et culturel de l'autorité, tout comme il y a un manque de volonté politique externe pour repenser le rôle de la municipalité dans la gouvernance globale d'un territoire, la reléguant à la dernière pièce d'un processus de prise de décision. L'ensemble des mesures adoptées lors de la pandémie, au niveau régional et national, ont surtout été subies par les administrations municipales, qui n'ont pas pu contribuer à leur définition et ont été laissées seules dans l'interprétation des dispositions, souvent confuses et imprécises.

Parmi les causes secondes, des évaluations objectives émergent qui renvoient à une faiblesse substantielle des administrations : il s'agit d'organisations plutôt rigides, peu enclines au changement et caractérisées par un personnel inadéquat (nombre, compétences, équipement). D'autres "urgences" ont suivi la pandémie et ont complètement absorbé les administrateurs et les bureaux locaux : pour ne citer que les plus importantes, le Recovery Fund, la gestion des réfugiés ukrainiens et la crise énergétique. Le temps a probablement aussi manqué pour réfléchir aux leçons apprises et se les approprier afin d'améliorer la machine municipale et les services aux citoyens.

Les effets négatifs directs observés au lendemain de la pandémie, et résultant de l'incapacité à intérioriser les apprentissages, sont évidents : les ressources mises en œuvre se sont "tues" ; le maillage territorial, privé de coordination, s'est "effiloché" ; les solutions et services innovants expérimentés n'ont pas laissé de traces (ou pas du tout) dans l'action de la municipalité et de ses partenaires. Avec le temps, le sens de la communauté et de la solidarité retrouvé grâce à la pandémie laissera à nouveau la place à des comportements individualistes, et la capacité des municipalités à réagir à de nouvelles menaces restera faible, ou en tout cas lente.

La prise de conscience de l'efficacité des actions mises en œuvre et de la qualité du partenariat du projet SPRING alimente la volonté de poursuivre dans la voie tracée et de s'engager dans un projet plus ambitieux.

Les partenaires estiment qu'il faut continuer à travailler à l'appropriation des processus et solutions adoptés ou testés lors de la pandémie COVID-19. Il s'agirait notamment de soutenir les réseaux locaux et de définir des modèles de processus et de solutions à partir de ceux créés pendant la pandémie afin de construire, au fil du temps, des communautés locales résilientes capables de répondre rapidement et de manière adéquate à toute nouvelle menace.

Legal Notice

The information in this document is subject to change without notice.

Despite great efforts to ensure the correctness, reliability and precision of technical and non-technical descriptions, the authors can neither explicitly nor implicitly guarantee the correctness of this document. The application of this document is made in the knowledge that the authors cannot be held liable for damage or loss of any kind. The use of this document does not release the user from the responsibility for his own actions and is thus at his own risk. Particular attention is drawn to the need to check compliance with local legislation before applying the procedures described.

The content of this publication reflects the views of the authors only and is their sole responsibility. The European Commission does not accept any responsibility for use that may be made of the information it contains.

Published by ANCI Piemonte - Dissemination Level: Public
This publication was funded by the Europe for citizens programme
Grant decision n. 624899